

EUROPE AMERIQUE

IMAGES, ENQUETES ET REPORTAGES

REVUE HEBDOMADAIRE
25 SEPTEMBRE 1947 - No 119

12, RUE DES PRINCES - BRUXELLES

BELGIQUE 7 FR.
SUISSE 0,75 FR.



DANS CE NUMÉRO
**DIX JOURS
D'HISTOIRES
JUIVES**

**DANS CE
NUMÉRO**

LE PLAN SIBÉRIEN DE STALINE

A QUAND LA GREVE DES CERVEAUX ?

C'est en France que la chose est en gestation...
Chez nos voisins, le personnel intellectuel des entreprises commence à trouver que le gouvernement exagère.

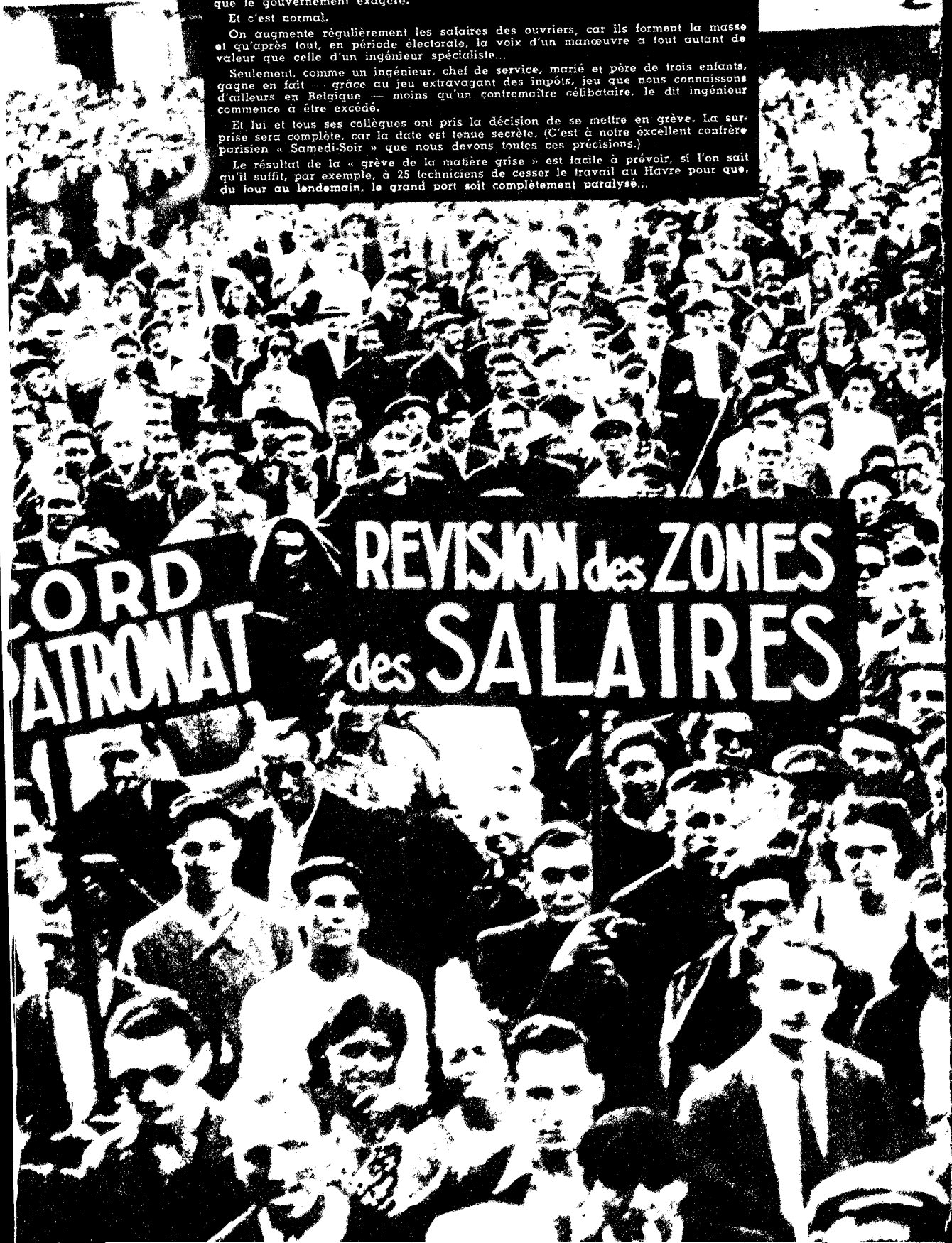
Et c'est normal.

On augmente régulièrement les salaires des ouvriers, car ils forment la masse et qu'après tout, en période électorale, la voix d'un manoeuvre a tout autant de valeur que celle d'un ingénieur spécialiste...

Seulement, comme un ingénieur, chef de service, marié et père de trois enfants, gagne en fait — grâce au jeu extravagant des impôts, jeu que nous connaissons d'ailleurs en Belgique — moins qu'un contremaître célibataire, le dit ingénieur commence à être excédé.

Et lui et tous ses collègues ont pris la décision de se mettre en grève. La surprise sera complète, car la date est tenue secrète. (C'est à notre excellent confrère parisien « Samedi-Soir » que nous devons toutes ces précisions.)

Le résultat de la « grève de la matière grise » est facile à prévoir, si l'on sait qu'il suffit, par exemple, à 25 techniciens de cesser le travail au Havre pour que, du jour au lendemain, le grand port soit complètement paralysé...



LE DESSOUS DES CARTES

PRAGUE : *Les communistes tchèques souffrent d'un complexe d'infériorité.*

La psychologie des ministres est parfois difficile à définir. En Tchécoslovaquie, il est, à ce propos, une donnée intéressante qui distingue particulièrement trois des membres de l'actuel gouvernement Gottwald : lesdits n'éprouvent aucune attirance pour les produits de parfumerie. Littéralement, ils ne peuvent les sentir.

Si, résidant à Prague, vous aviez quelque raison d'en vouloir à Messieurs Masaryk (ministre des Affaires Étrangères), Petr Zenki (vice-président du Conseil) et Prokop Drtina (ministre de la Justice), ne vous avisez point de leur faire parvenir quelques sachets de T.N.T. sous forme d'un colis de poudres odoriférantes : ce sera peine perdue. Quelqu'un, déjà, a essayé sans l'ombre d'un succès.

MM. Zenki et Drtina — nous ont appris les dépêches d'agence — se trouvaient depuis quelque temps en conflit avec les communistes. Ces derniers, que préoccupe l'approche

des nouvelles élections, poursuivent, avec leur dynamisme coutumier, la réalisation d'un projet qui leur paraît cher : l'imposition d'une taxe exceptionnelle sur tous les biens immobiliers des « beaux possédants ». L'impôt sur les « millionnaires » ne constitue-t-il pas un excellent élément de propagande électorale ? Or, les autres partis, et notamment le parti socialiste national, dont MM. Zenki et Drtina sont les leaders, ainsi que les social-démocrates, se sont vivement opposés à cette initiative. Il importe peu de savoir si un tel impôt est justifiable ou non. Les plans d'avenir de l'économie tchécoslovaque exigent peut-être, après tout, une contribution nationale, une sorte d'emprunt forcé, sous une forme ou une autre. D'autre part, il n'apparaît pas que le taux de l'impôt réclamé soit fort élevé. Si les socialistes ont manifesté leur déplaisir, c'est pour plusieurs raisons, assez intéressantes à connaître.



Ci-dessus : Le camarade premier ministre tchécoslovaque, Clément Gottwald.
Ci-contre : M. Petr Zenki, vice-président du Conseil, l'une des victimes possibles de « l'attentat ».



D'abord, les vrais « beaux possédants » seraient, selon eux, les hommes de confiance que les communistes ont placés à la tête de la plupart des multiples entreprises nationalisées. Ensuite, les méthodes des communistes tchèques, instaurant des « référendums » obligatoires dans les usines afin de recueillir des « listes de pétition », leur ont déplu — il paraît, en effet, que les ouvriers qui refusaient de signer étaient aussitôt désignés à certaines vexations. Enfin, raison déterminante s'il en est, les partis non-communistes entendent tout simplement défendre leur influence, et pour ce, ils s'estiment obligés à faire bonne garde aux abords de la « zone de concessions » que veut, aux communistes, le fait d'être appuyés par une grande puissance dont on sait les scrupules à intervenir dans les affaires intérieures des petites nations — particulièrement en Europe Centrale.

M. Jan Masaryk, quant à lui, s'était élevé récemment contre des menaces communistes à l'endroit des membres du gouvernement qui ne sont pas contrôlés par eux. Extérieurement, son attitude a été, jusqu'ici, d'une loyauté parfaite vis-à-vis de son programme d'« alliance avec

(Suite page 29.)



LA GUERRE IMPOSSIBLE
LE PLAN
SIBÉRIEN
DE STALINE

PAR
OSSIAN MATHIEU

La série d'articles que les collaborateurs de ce journal consacrent à ce que l'un d'entre eux a baptisé « la guerre impossible », a la curieuse et double vertu de déchaîner l'ire de ceux qui voudraient que nous fus-

sions des *Cassandres*, et les hérauts d'un anti-communisme hagard, et de ceux qui vomissent (*sic*) ce qu'ils considèrent comme notre « hystérie anti-communiste ».

Si, après avoir scrupuleusement

analysé les conditions qui déterminent le mode d'existence et l'évolution du monde actuel, nous avons acquis la quasi-certitude que l'URSS n'était pas en mesure de déclencher une guerre de conquête, et que, par

Ci-contre : Nous avons la bonne fortune de pouvoir présenter à nos lecteurs des photographies de quelques-unes des fameuses villes-usines créées au delà de l'Oural par les Soviétiques. Voici la maison des ingénieurs à Stalinsk.

conséquent, la psychose d'agression et l'angoisse latente ou formulée qui empêchent les hommes de recouvrer un peu de sérénité, sont, pour l'instant dépourvues de raison d'être, nous croyons que c'est un devoir impératif de l'écrire. Nous le croyons, non seulement parce qu'il est criminel d'entretenir une névrose qui ne saurait aboutir qu'à une déperdition de forces, et à une moindre-résistance à l'attaque du Kremlin, le jour qu'elle viendrait, mais aussi parce que, si l'Occident oppose sa cohésion réfléchie et son travail à ces velléités belliqueuses, il est possible qu'il évite cette attaque. Et parce que, enfin, si, trop souvent, l'homme de la rue, ne fonde son jugement que sur des informations tendancieuses et des excitations camouflées, il appartient à un journal libre d'aller à contre-courant, de dépouiller l'événement d'arêtes que l'on s'acharne à rendre plus vives pour aveugler l'appréciation qui devrait se porter sur l'événement même, de rassurer les esprits et d'opposer à l'offensive du mensonge, une offensive de paix qui n'exclue ni la lucidité, ni la vigilance.

Mais, pour mener à bien cette tâche incommode, il est indispensable que nous, qui disposons en général de sources d'informations et de points de comparaison auxquels le grand public n'a pas accès, ne laissions aucun détail à l'écart. Pour faire partager la thèse que nous défendons, nous estimons qu'il ne suffit pas qu'elle soit nôtre — ce serait puéril — nous estimons qu'il faut, au contraire, déchirer les voiles, et livrer à nos lecteurs tous les éléments, sans exception, qui nous ont conduits à adopter pareille attitude.

Et tant pis pour ceux qui ne s'en accommodent pas. S'ils ont le goût des demi-vérités, ils en trouveront, à profusion, ailleurs qu'ici.

Aussi, nous n'allons point, comme le voudraient de bons apôtres, nous mettre à expliquer que les dirigeants de l'U.R.S.S. sont des benêts ou des fous, qu'ils n'ont jamais rien accompli, que tout est mauvais dans leur système, etc. S'il en était ainsi, on ne voit pas très bien comment ces maniaques du parti-pris expliquent les victoires remportées par la Russie. Et, d'ailleurs, il n'y aurait pas la moindre raison de craindre la dite Russie, ni d'en écrire.

Au fond, il semble que certaines gens souhaitent que l'on parle de l'Union Soviétique, comme en 1939, on parlait de l'Allemagne.

Vous vous rappelez : les uniformes en papier mâché, les infiltrations d'eau dans la ligne Siegfried, les chars d'assaut qui tombaient en poussière, l'essence synthétique qui paralysait les moteurs, etc. etc.

Ce n'est tout de même pas de notre faute si, comme me l'écrivait un ouvrier stalinien : « De pays à petite économie agricole qu'elle était, l'Union Soviétique est devenue un pays de grande agriculture collective mécanisée ». Si : « La main-d'œuvre a été remplacée par les machines dans les travaux agricoles, à raison de 75 % ». Si ce pays enfin, qui ne possédait guère d'industries, ou dont les entreprises étaient exploitées par des sociétés étrangères, dispose actuellement d'une industrie nationale dont il serait stupide de minimiser l'importance.

Tout cela, paraît-il, il ne convient pas de le dire. Et les professionnels de colin-maillard voudraient que l'on s'amusât à combattre un danger sans en prendre la mesure. Qu'ils se cachent la tête dans le sable, nous n'y voyons pas d'inconvénient. Nous, qui assumons d'autres responsabilités, nous n'avons pas ce droit.

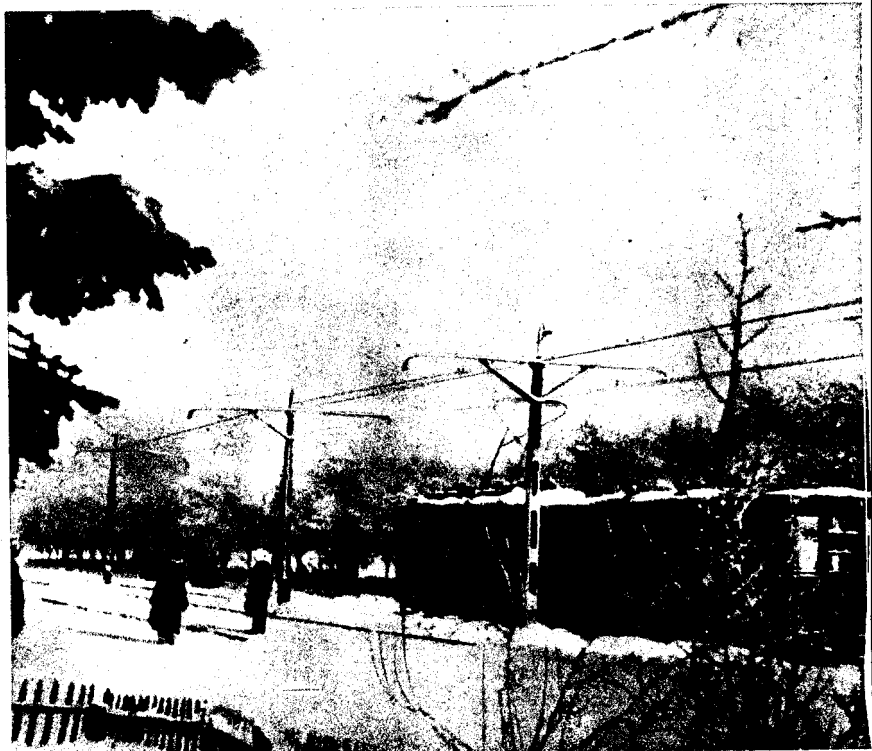
**

Dans un précédent article, nous avons vu que le quatrième plan quinquennal de l'U.R.S.S. est un plan de restauration et d'équilibrage plus qu'un plan de développement économique. Il convient d'ajouter que ce plan consomme le dépla-

cement vers l'Est des principaux centres d'industries du pays, et que la mise en état d'exploitation des territoires situés au delà de l'Oural est, elle aussi, une œuvre de longue haleine à laquelle l'U.R.S.S. doit dévouer toutes ses forces. Une œuvre qu'une guerre éventuelle interromprait fort mal à propos, et d'autant plus que l'U.R.S.S. serait exposée, cette fois, à subir des attaques partout sur ses régions occidentales et sur son réduit sibérien, ce qui n'était pas le cas lors de l'offensive allemande.

En d'autres mots, pour réaliser l'ambition qu'elle nourrit de transformer son domaine asiatique en zone industrielle prépondérante et en territoire de grande culture, il faut que l'U.R.S.S. jouisse d'une paix prolongée. De plus, ce déplacement vers l'Est s'avère rassurant, en ce qu'il semble témoigner que l'U.R.S.S. se détourne de l'Europe occidentale, et en ce qu'il la contraindra à défendre la Sibérie contre une attaque éventuelle, c'est-à-dire à créer au delà de l'Oural un dispositif militaire qui absorbera une bonne partie des armées dont la menace pèse sur l'Occident. En donnant son investiture officielle à l'hérésie du « socialisme dans un seul pays », Staline a justifié d'ailleurs la nécessité pour l'U.R.S.S. d'achever son équipement avant de songer à la révolution mondiale.

Ci-dessous : La rue Motolov, à Stalinsk.



Au surplus, l'espèce d'abandon où sont reléguées l'Ukraine et les provinces européennes de l'Union Soviétique vient encore confirmer le déplacement vers l'Est du centre de gravité du potentiel soviétique.

Si l'on veut bien effectuer un retour en arrière, on pourra constater que cette évolution n'est nullement limitée. Il y a une quinzaine d'années, les centres de l'industrie lourde étaient quasi uniquement tributaires des mines de fer de Krivoi-Rog et du charbon du bassin du Donetz. Les usines de produits finis — à l'exception de celles de Moscou et de Leningrad où le charbon et l'acier devaient être amenés à grand frais depuis le sud — se trouvaient d'ailleurs concentrées dans ces régions.

Il n'en va plus de même aujourd'hui. D'importants centres d'industrie lourde ont été créés dans l'Oural — tel Magnitogorsk — et en Sibérie, près de Kuznetsk. Les deuxième et troisième plans quinquennaux avaient pour objectif ce déplacement des zones de grande industrie, qui devait permettre à l'Armée Rouge de « tenir le coup » et de prendre victorieusement l'offensive contre la *Wehrmacht*. D'après l'*Economist* (3 mai 1947), la production industrielle des zones orientales de la Russie doubla entre 1942 et 1945, grâce surtout à l'évacuation de nombreuses usines et de leur personnel (1300 usines, 15 millions d'hommes).

Au début de cette année, le *Bolchevik*, qui est l'organe officiel du *Politburo* a donné de précieuses indications sur le développement des zones orientales de l'Union Soviétique. On trouvera ci-dessous un tableau comparatif des pourcentages de la production totale que représentaient les apports de l'industrie orientale en 1940, et ce qu'ils représenteront en 1950 :

	1940	1950
	%	%
Minerai de fer	29	44
Acier	34	51
Acier laminé	33	51
Charbon	36	47,5
Pétrole	12	36

Le *Bolchevik* ajoutait que « dans certaines branches de l'industrie lourde telle que la métallurgie légère, ainsi que dans nombre de branches importantes de l'industrie chimique, la valeur spécifique des régions orientales sera plus grande encore que celle des industries mentionnées dans le tableau ».

L'importance relative des industries d'Ukraine s'en trouvera diminuée d'autant; « et ce qui était, il y a quinze ans seulement, la principale base industrielle de l'Union Soviétique ne produira que 49 % de la gueuse, 37 % de l'acier et 34 % du charbon produits dans la totalité de l'Union Soviétique » (*Economist* 3-5-47).

**

On se doute bien qu'il faudra des années pour venir à bout des difficultés que rencontre la réalisation de ce plan gigantesque : établissement de voies de communication, établissement d'une main-d'œuvre permanente, forages de puits nouveaux, construction d'usines, électrification, etc. L'extraction du pétrole constitue à elle seule un problème difficile à résoudre. Le « second Bakou », situé sur le versant européen de l'Oural s'avère, pour le moment, bien peu productif. En effet, l'on n'évalue officiellement qu'à douze millions et demi de tonnes la quantité de pétrole extraite de tous les puits exploités sur le territoire de l'Union Soviétique, ceux du Caucase exceptés. Et, cependant, il est d'une importance vitale pour l'U. R. S. S. de pouvoir s'approvisionner ailleurs

qu'à Bakou, où les puits sont fort concentrés et par conséquent très vulnérables.

D'autre part, si l'éparpillement des puits du « second Bakou » leur assure une sécurité stratégique plus grande, il nécessite en revanche, la construction d'un immense réseau de *pipelines*, destinés à amener le liquide aux nouveaux centres de raffinage. Ici également, il faudra des années avant que le régime ne soit normalisé.

Comme je l'ai déjà fait valoir, la question du pétrole est de celles qui se posent le plus cruellement aux « planistes » soviétiques. La production totale assignée pour 1950 n'est supérieure que de trois millions de tonnes à la production de 1938 et doit répondre à des besoins accrus dans des proportions formidables. Et la quantité de pétrole que l'on compte extraire des champs du Caucase en 1950 est inférieure de 6 millions de tonnes à la production de 1938. « Pendant l'exécution de l'actuel plan quinquennal » écrit l'*Economist*, « l'effort le plus considérable sera probablement consacré au rééquipement de l'industrie pétrolière; et les effets de ce rééquipement se feront sentir, peut-être, au cours du plan quinquennal suivant... Le fait que le Ministère de l'Industrie du Pétrole oriental ait augmenté de 60 % le budget d'établissement à l'Est d'ouvriers compétents semble confirmer cette thèse ».

**

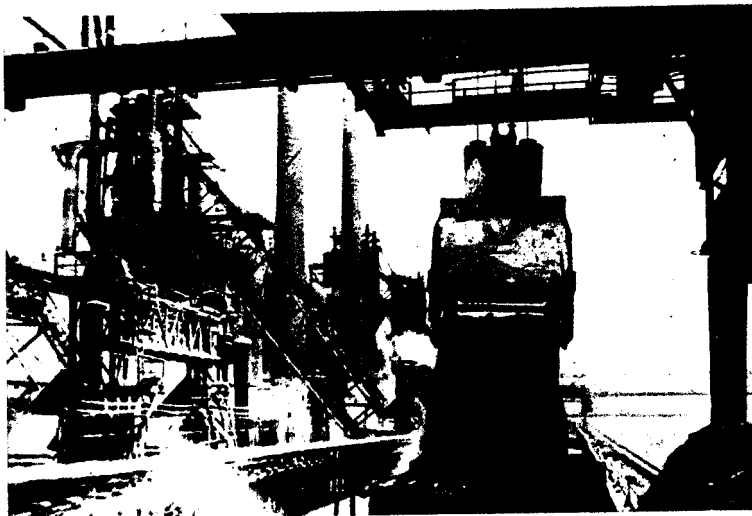
Une autre considération, que nous avons formulée plus haut, c'est qu'à ce déplacement vers l'Est de l'industrie soviétique correspond forcément un déplacement dans la même direc-

Ci-dessous : Une vue générale des nouvelles constructions métallurgiques de Kuznetsk.





Ci-dessus : Les hauts-fourneaux de Kuznetsk.
 Ci-dessous : Une charge de métal dans l'une des usines principales.



tion de son dispositif guerrier, et que, par voie de conséquence, il est probable que le prochain conflit, s'il doit éclater, n'aura pas l'Europe pour théâtre.

Ni les Américains, qui se refusent obstinément à quitter la Chine, la Corée et le Japon, ni les Soviétiques qui accusent les Etats-Unis de vouloir transformer ces trois pays en bases d'agression capitaliste, et qui les « travaillent » sournoisement, ne songeront à le contester.

Dans un article qu'a publié le *Saturday Evening Post*, (« Stalin's Mystery Cities of Siberia »), Victor Kravchenko citait les instructions données à un amiral de la flotte soviétique du Pacifique : « Après

l'inévitable victoire remportée sur les fascismes japonais et allemand, l'U.R.S.S. continuera d'être encerclée par le capitalisme. De gros nuages s'amoncelleront sur nos têtes dans l'Est... parce que le principal bastion du capitalisme, qui nous combattrait au cours des conflits à venir, place son équipement technique entre les mains des réactionnaires chinois. Ne pas nous apercevoir de cela, ce serait témoigner d'une ignorance absolue de la direction future du conflit politique entre les classes et les systèmes. Le problème : « Qui sera le conquérant, et qui sera conquis ? », c'est notre génération qui le résoudra. La question de savoir quelle voie choisit la Chine,

quelles formes politiques et économiques elle adopte, revêt une immense importance. L'atmosphère ne saurait être éclaircie que par la création d'une Chine soviétique, encore ne sera-ce que temporaire, car les guerres sont inévitables aussi longtemps qu'existera le capitalisme. Nos exigences minima postulent l'existence d'une Mandchourie amicale ou soviétique. »

Kravchenko souligne également qu'avant l'invasion de l'U.R.S.S., Molotov déclara : « Le puissant avant-poste soviétique à l'Est requiert le plus grand accroissement de puissance possible ». Pour l'accomplissement de ce programme, on n'a pas hésité à substituer à la vieille institution bolchevik des commissariats, un ensemble de ministères dont les plus importants possèdent un département oriental dont l'activité est exclusivement consacrée au développement des régions de l'Est. Quant à l'Ukraine, Kravchenko reconnaît qu'« elle a définitivement été reléguée au second plan en ce qui concerne la production du charbon et du pétrole ». Et il note : « Dans un monde qui souffre effroyablement de la faim, le gouvernement soviétique dépense plus d'argent à de nouveaux préparatifs militaires à l'Est qu'à la restauration de ses zones dévastées de l'Ouest ».

Sans doute, mais nous ne le regrettons qu'à moitié, puisque s'en trouve reculé d'autant le théâtre d'un prochain conflit; puisque l'échéance elle-même s'en trouve différée, l'U.R.S.S. ayant entrepris une tâche plus rude et plus longue que celle à quoi s'attelèrent les révolutionnaires d'octobre.

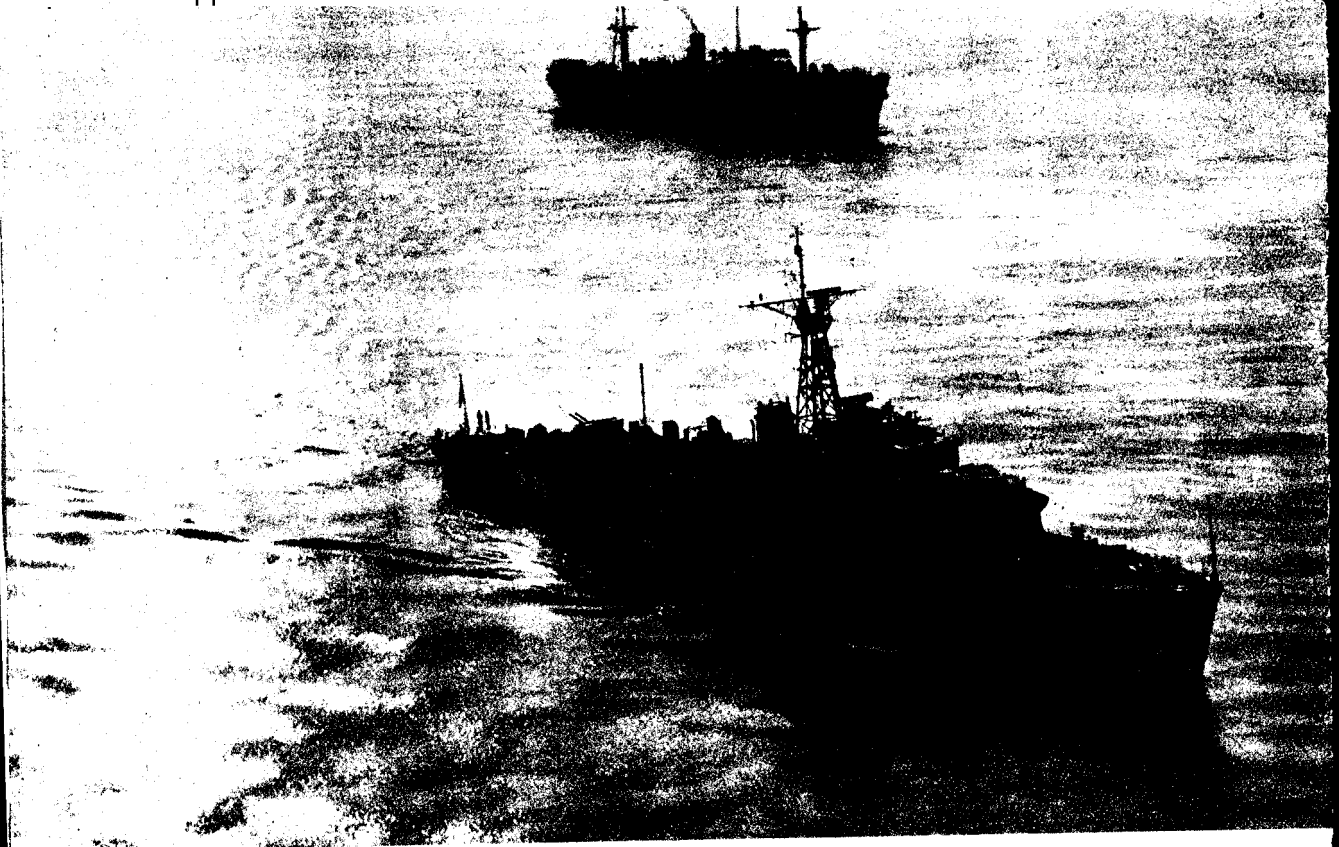
Puisque, enfin, ce répit qu'elle est bien forcée de nous accorder, nous le mettrons à profit, avec l'aide des Etats-Unis, pour opposer à la force, une force plus grande encore.

Il est révoltant de parler de paix armée dans un monde qui a les yeux encore pleins d'horreur. Hélas, c'est de cela qu'il s'agit, et nous n'avons de choix qu'entre l'écrasement et la domination tranquille d'un danger que nous connaissons exactement, et que nous ferons reculer dans la mesure où nous serons plus puissants que lui.

Mais veillons aussi à ne pas nous laisser entraîner dans une guerre « préventive » qui ne servirait que l'intérêt de quelques-uns, et non des plus estimables.

Au lieu de nous égarer en supputations sur la possibilité d'un conflit immédiat, qui est exclue, au lieu de ployer au vent mauvais des propagandes, travaillons d'un cœur égal à doter l'Europe d'une structure économique, sociale et politique robuste.

A tout le reste, sur quoi nos mains d'hommes n'ont pas de prise, Dieu saura pourvoir...



DIX JOURS D'HISTOIRES JUIVES

PAR
J. C. STEINBERG

2 SEPTEMBRE.

Dans un journal, déplié ce matin, ce titre sur trois colonnes : « Immersion d'un bébé juif, mort à Gibraltar. Les honneurs militaires rendus par les soldats et les marins de l'escorte ». Un titre de journal, prolongé d'une minute de rêverie, et c'est toute l'atmosphère d'un drame qui surgit. Or, ce drame n'est qu'un incident au sein d'un drame plus vaste, dont les péripéties continuent de se dérouler journellement, et transforment les passagers malchanceux de « l'Exodus 47 » en victimes symboliques d'un destin absurde.

En ce moment, les trois « Liber-

ty-ships » — l'étiquette n'est pas conforme à la marchandise — font route, quelque part entre Gibraltar et le Pas-de-Calais, cependant que l'effervescence continue à régner, tant en Palestine qu'à New-York, Paris, dans les camps de DP's d'Allemagne et d'Italie. Le monde entier, lorsqu'il trouve quelque raison de s'intéresser au sort des « would-be immigrants » a les yeux fixés sur Londres. Le conflit entre les Anglais et les Sionistes est un conflit exceptionnel, une sorte de querelle d'anciens amis, un antagonisme qui se manifeste en marge du grand antagonisme entre le monde russe et le monde libre. Chacun, donc,

s'interroge : « M. Bevin maintiendra-t-il contre vents et marées sa décision de renvoyer les émigrés en Allemagne » ? Et les événements démontrent qu'entre les ministres britanniques et les milieux extrémistes du sionisme, c'est « à qui tiendra le plus longtemps »...

Les Sionistes possèdent des armes dont on ne peut nier l'efficacité. Ils peuvent faire appel à la conscience universelle, mobiliser l'opinion agissante contre le « Foreign Office ». Mais, de leur côté, les Anglais veulent montrer que les lois sont faites pour être respectées, et sur ce terrain, qui est essentiel, leur position est inattaquable. Tous les deux ont

Ci-contre : Au premier plan, un destroyer d'escorte; plus loin, l'« Ocean Vigour » qui fait route vers Hambourg.

raison, à leur manière. Il s'agit donc, pour gagner des appuis, ou briser des campagnes de propagande, que chacun des adversaires établisse, d'une façon suffisamment convaincante, que « l'autre a tort ». L'« Exodus » est la plus sensationnelle démonstration tentée jusqu'à présent.

3 SEPTEMBRE.

Peu de nouvelles des trois bateaux-cages. On dit que l'« Ocean Vigour » transporte la cargaison d'immigrants la plus sage, tandis que l'« Empire Rival » possède les têtes les plus chaudes. Les nouvelles les plus intéressantes sont datées de Hambourg et de Londres.

Dans le port allemand, les préparatifs d'« accueil » vont bon train. L'accostage successif des « Liberty-ships » se fera au quai n° 29, l'un des moins endommagés par les bombardements. En face du quai 29 émerge, chaotique, des eaux sales du port, un ancien chantier de sous-marins, complètement dévasté. Les préliminaires de l'opération « Oasis » exigent que le génie britannique fasse des inspections régulières, afin de prévenir les tentatives des dynamiteurs et des « hommes-grenouilles » de l'« Ir-goun ». Des interprètes yiddish, français, allemands et polonais ont été réunis pour transmettre, par haut-parleur, les instructions destinées aux réfugiés. Tout un groupe de médecins et d'infirmières — seize en tout — se tiennent prêts à toute éventualité, et, à l'heure des « opérations », un certain nombre d'ambulances seront garées près du dispensaire.

Quelques sentinelles anglaises, accompagnées de policiers allemands, surveillent les travaux d'aménagement exécutés par la main-d'œuvre locale. Les Allemands, en général, ne réagissent pas, ou peu. Ils paraissent, en tout cas, vivement intéressés par les préparatifs.

Le terminus provisoire du voyage des immigrants — qui n'ont plus rien de clandestin — se trouve dans le voisinage de Lübeck, à vingt kilomètres de la zone soviétique. Que de mondes différents côtoyés, à peine entrevus en deux mois !

Voyons ce qui se passe à Londres. Le meilleur connaisseur des affaires juives, le haut Commissaire en Palestine lui-même, Sir Alan Cunningham, proteste contre la décision du « Colonial Office ». Au sous-secrétaire du C. O., Ivor Thomas, il déclare à peu près : « Il n'est pas trop tard pour empêcher le Gouvernement de commettre une erreur politique, qui se double d'un impair moral. » Dans la pensée de Sir Alan, l'obstination du Gouvernement ne peut donner lieu qu'à une

recrudescence du terrorisme, et surtout à une « justification » de certaines menées terroristes. Car, de part et d'autre — qu'il s'agisse de représailles ou de « raidissement », — on fournit à l'adversaire des armes qui se retournent contre soi. Sir Alan a, semble-t-il, de bonnes raisons pour justifier sa démarche : à Jérusalem, la température du problème juif est beaucoup mieux perceptible que dans le calme un peu provincial de « Downing Street » et de l'« Admiralty ».

Et bien, la démarche du haut-commissaire n'aura pas de suites. Le Gouvernement anglais est convaincu que l'obstination est une bonne méthode, et qu'il fera réfléchir, en agissant de la sorte, certains groupes sionistes avec lesquels de nouvelles négociations sont toujours possibles.

4 SEPTEMBRE.

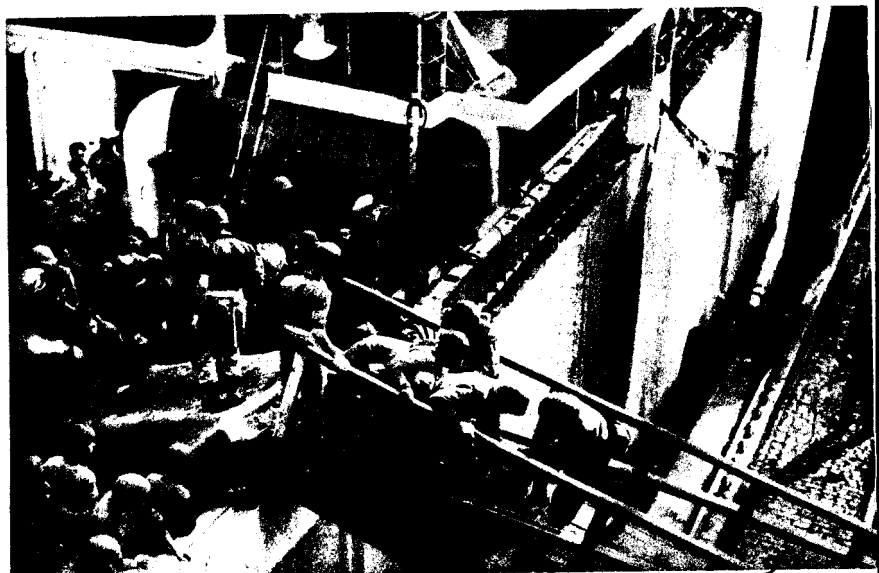
Les avions des grands quotidiens anglais survolent le convoi, au-dessus de la Manche. Escortés par des navires de guerre, les trois transports font route vers l'île de Wight, où d'autres unités de la « Royal Navy », appartenant à la « North Command », les mèneront à Cuxhaven. Lorsque l'un des avions s'approche trop près des bâtiments, le pilote est invité, au moyens de signaux lumineux, à s'écarter...

Sur le pont des « Liberty-ships », les passagers prennent le frais, par petits groupes. Du linge lessivé pend au-dessus des écouteilles. Deux sentinelles, non armées, s'entretiennent familièrement avec des immigrants. La mer est prodigieusement calme, et le ciel, implacablement limpide.

L'esprit des passagers a fini par se calmer, lui aussi. On a renoncé



Sur les 1.420 passagers de l'« Ocean Vigour », une quarantaine furent débarqués de force, saisis aux bras et aux jambes, transportés sans ménagement...





Ci-dessus : 1 et 2. Les wagons avaient été spécialement aménagés et les fenêtres grillagées. — 3. L'un des trains arrive à Kocknitz. — 4. Les « voyageurs » sont embarqués sur des camions dès la descente du train et emmenés vers le camp de Poppendorf.

aux discours véhéments et aux chants sionistes, repris en chœur. A bord du « Runnymede Park », Lola Folman, une cantatrice polonaise, chante de vieux airs de Varsovie, et d'autres immigrants ont organisé un concert pour remercier les Anglais « des soins et de la sollicitude qu'ils ont témoignés aux malades. » Ces Anglais-là sont les soldats de la 6^{me} Armée aéroportée, qui partagent le sort des passagers depuis le grand départ d'Haïffa.

A Londres, Mr Attlee confirme, une nouvelle fois, dans un télégramme envoyé à deux rabbins palestiniens, que « les immigrants ne demeureront en Allemagne que tant qu'ils se refuseront à accepter l'of-

fre d'hospitalité formulée par le Gouvernement français ».

De Marseille parvient la nouvelle qu'un navire anglais est en train d'appareiller pour l'Australie — où il doit emmener, entre autres passagers, 350 immigrants juifs, régulièrement pourvus d'un visa d'entrée.

**

On s'est beaucoup agité, ces jours-ci, dans les chancelleries. Voici, d'après la presse britannique, le petit scénario qui vient de se dérouler entre Londres et la capitale française. PREMIER TABLEAU : le Gouvernement anglais « sonde » M. Bidault en vue d'un débarque-

ment éventuel des immigrants dans un port de la Manche. Les services de M. Bidault transmettent la « demande » à l'Intérieur. DEUXIEME TABLEAU : l'Intérieur répond que tout avait été préparé pour un débarquement dans le Midi, non dans un port de la Manche. TROISIEME TABLEAU : le Quai d'Orsay achève la réponse au « Foreign Office », sans toutefois opposer de refus, mais précise : « Etes-vous certains que les immigrants « voudraient » débarquer ? » Londres n'insiste pas et se hâte d'oublier toute l'histoire...

D'après d'autres sources, l'initiative serait venue de Paris même, et les Anglais auraient estimé qu'une ultime tentative ne serait pas mieux accueillie par les immigrants que ne l'avaient été les précédentes.



5 SEPTEMBRE.

L' Intelligence Service » — toujours sur la brèche — marque un point contre l' « Irgoun ». L'ordre est donné aux consuls britanniques dans les pays méditerranéens d'observer les allées et venues de deux navires suspects. L'un, le « Padukah », d'une jauge brute de 915 tonneaux, a quitté Bayonne le 5 août, en direction de Bay Leighorn. Mais le 22 août, on signale son arrivée dans le port bulgare de Varna, sur la Mer Noire. L'autre, le « Northlands », a quitté Bayonne le 28 août, et longe, depuis, la côte africaine.

Dans l'entretemps, l'I. S. signale que le capitaine du « Padukah » a fait embarquer, avant l'appareillage, des « sacs à popote » et des gamelles pour 3.373 personnes. Les marins de l'équipage sont des Juifs américains, dont la présence à

Ci-dessus : 1. L'arrivée à Poppendorf. — 2. La première chose à faire est une sérieuse lessive; depuis Haïffa tout le monde en a besoin. — 3 et 4. Puis c'est le premier repas au camp...

Bayonne a été d'autant plus remarquée qu'ils se sont fait héberger dans les meilleurs hôtels de la ville. Pendant leur séjour, l'argent « leur brûlait les doigts », et ils ont effectué des voyages à Paris. Cette description donne, par avance, matière aux critiques dont le « groupe Bergson » est l'objet : dépenses exagérées (prélevées sur des collectes organisées aux U. S. A.), achat de petits bateaux impropres à la navigation de passagers en haute mer, etc...

A Hambourg, à la suite d'une accusation — suivie de démenti — lancée par Joseph Rosenzaf, président du « Comité central des Juifs libérés », ce mot d'un fonctionnaire britannique : « La bataille de la propagande a commencé ».

6 SEPTEMBRE.

Il ne croyait pas si bien dire. Il paraît que le représentant politique anglais à Budapest a reçu des lettres pressantes de parents hongrois, dont les enfants ont été attirés par l'organisation juive « Hashomer Hatzair », et se trouvent parmi les ex-réfugiés de l' « Exodus ». Des démarches similaires ont eu lieu en d'autres pays. De nouveau, l'I.S. marque un point : si les faits rapportés sont exacts, l'organisation sioniste d'émigration ne dédaignerait pas de procéder à une sorte de « recrutement » de la jeunesse juive d'Europe, dans le but de l'enrôler dans les formations de combat palestiniennes. Aux Etats-Unis le recrutement existe d'ailleurs sous la forme du volontariat. Mais alors,

ce fleuve humain qui se met spontanément en marche, que rien ne peut arrêter?...

Les parents juifs hongrois, en tout cas, ne sont guère satisfaits. Ce n'est que lorsque les jeunes gens ont quitté leur domicile qu'ils sont « prévenus », et tenus au courant des progrès de leur voyage.

7 SEPTEMBRE.

Les trois navires sont arrivés à Cuxhaven, à l'embouchure de l'Elbe, où ils ont dû jeter l'ancre par suite du brouillard. Ce n'est que ce matin que l'« Ocean Vigour » viendra accoster au quai 29, avec un jour de retard sur l'horaire escompté. Inutile de dire que les abords du

quai sont gardés constamment par un important service d'ordre, comprenant des soldats britanniques et des policiers allemands.

Les Anglais annoncent que la presse sera maintenue à l'écart des opérations de débarquement jusqu'à ce que celui-ci soit entièrement effectué. Il importe, disent les Anglais, d'éviter les provocations. A Cuxhaven, où cinq correspondants anglais et américains attendent une vedette de la « Royal Navy » qui doit les ramener à Hambourg, les autorités navales reçoivent l'ordre de ne pas les laisser monter à bord. Les Américains sont en ébullition.

De nouveaux agents de l'I. S. sont montés à bord des « Liberty-

ships », afin de « filtrer » les passagers, et isoler soigneusement les responsables présumés des « menées de résistance ». Par la même occasion, ils tâchent de découvrir s'il est exact, ainsi qu'on l'a rapporté, que les immigrants reçoivent directement des ordres de l'« Ir-goun », au moyen d'appareils de radio clandestins.

Le Gouvernement français revient, une fois de plus, à la charge, renouvelant son offre d'héberger les réfugiés de l'« Exodus » en attendant « leur tour légal d'admission en Palestine ». La IV^{me} République veut bien accepter un maximum de 19.000 Juifs déplacés « en transit ».

8 SEPTEMBRE.

Nouveau triomphe de l'I. S. Il fallait nécessairement que, parmi les Sionistes les plus actifs qu'abrite en ce moment Paris, il y eût un rabbin Korff, plus Américain que Juif, et plus agent de publicité que martyr d'une cause sacrée. N'était l'atmosphère tendue et chargée d'électricité, le grand projet du rabbin new-yorkais aurait été pris pour un gag mal réglé. La naïveté de cet homme est incommensurable. Son péché fut d'avoir cru que l'on se rendait aussi facilement de Paris à Londres, en avion privé, que de New-York à Chicago, et ce, après s'être signalé à l'attention de tous par un train de vie d'Aga Khan — à l'hôtel Crillon. Il est vrai que, d'après ses paroles, il voulait bombarder le « Foreign Office » par représailles, parce que M. Bevin n'avait pas consenti à lui accorder un visa d'entrée en Grande-Bretagne. Le Rabbin Korff, qui, avec ses trois frères et son père, rabbins eux-mêmes, vit sa mère massacrée dans un pogrom, en Russie soviétique, a la consolation aujourd'hui d'être assuré de la sympathie agissante des communistes français.

Manifestation antibeviniste au camp de Belsen, centre de « résidence » des Juifs déplacés de la zone britannique. Un mannequin représentant tant bien que mal la personne du « Foreign Secretary » est pendu, puis brûlé, en présence de cinéastes qui se trouvaient là — par hasard. Au plus fort de la manifestation, quelqu'un demanda que l'on organisât une « marche sur Hambourg », et il fallut toute la diplomatie de deux chefs de l'Agence Juive et du Congrès juif mondial pour empêcher qu'on mit cette idée à exécution.

9 SEPTEMBRE.

Le débarquement a commencé hier, et les passagers de l'« Ocean Vigour » se sont déjà installés au camp de Pöppendorf.

Jamais scènes de violences n'auront été observées plus étroitement,



Tandis que l'on s'organise le mieux possible, sous les ordres d'un leader, les rabbins (ci-dessous) reprennent aussitôt leurs études interminables comme si rien d'extraordinaire ne s'était passé...





décrites avec plus de minutie — et de passion. L'instant était exceptionnel, pathétique. C'était, brusquement projeté sur le plan humain, visible à tous les regards, le point de tension le plus insoutenable d'un conflit qui n'a cessé de progresser en tragique depuis la fin de la guerre. D'Auschwitz à Hambourg, la différence est de degré, non de caractère, et ce rapprochement, pour injuste qu'il apparaisse dans l'abstrait, semble plus naturel dans la réalité. S'il y avait, parmi les voyageurs de l'« Exodus », des rescapés des camps d'extermination, ils ont dû se sentir courbés devant le même destin implacable, — dont sont responsables, non seulement les Anglais, mais aussi les Américains, (qui démentent leurs encouragements verbaux par leurs intrigues auprès des Arabes) et, d'une façon générale par tous les pays qui, priés de s'intéresser au

Ci-dessus : Quatre photos illustrent l'aventure du rabbin Korff, arrêté au moment où il se préparait à aller bombarder Londres, non seulement de tracts vengeurs mais aussi au moyen de quelques bombes fabriquées avec des extincteurs (?)
 1. Le rabbin quitte le cabinet du juge d'instruction. — 2. M. Roger David représentant M. Depreux, ministre de l'Intérieur, montre aux journalistes l'un des fameux tracts. — 3. C'est l'aviateur américain Réginald Gilbert, engagé par Korff qui dénonça le rabbin à la police française. — 4. La secrétaire du rabbin, Judith Rosenberger, arrêtée en même temps que son patron.

sort des réfugiés de l'Europe Centrale, font la sourde oreille, tandis que leur presse fait chorus avec les sionistes. Responsabilité collective, l'expression n'aura jamais paru plus adéquate.

Les débuts de l'« Operation Oasis » se sont déroulés dans le calme. Les soldats britanniques descendaient dans les cales, saisissaient les bagages des immigrants, lesquels « étaient ainsi forcés de suivre » ces porteurs intempêtifs, mais autoritaires. Toute violence cependant ne fut pas absente et, sur les 1.420 passagers de l'« Ocean Vigour », une quarantaine furent débarqués de force, saisis aux bras et aux

jambes, transportés sans ménagement par des soldats — dit un témoin — qui avaient pénétré sur le pont du navire « comme une équipe de football fait irruption sur le terrain du match ». On vit aussi quelques têtes ensanglantées. Deux journalistes — un Anglais et un Américain — autorisés à monter à bord, constatèrent qu'on avait, à certains moments, usé d'une violence superflue.

10 SEPTEMBRE.

Au tableau de chasse de l'I. S. : un navire amarré dans le port de Venise, le « Pancrescent », jaugeant 4.500 T., prend feu dans des

circonstances mystérieuses. Quelques jours auparavant, le même bateau avait heurté une mine dans le canal Giudecca. « Reuter » souligne que le navire devait, à en croire les rumeurs, embarquer des immigrants juifs clandestins.

Il semble que plus aucun nom de port européen ne résonnera aux oreilles des Juifs sans y éveiller des souvenirs d'espoir ou de tristesse. Si le débarquement de l'« Empire Rival », au quai 29, s'accomplit sans désordre, c'est parce que les immigrants avaient dissimulé, à fond de cale, un bidon d'essence bourré de nitroglycérine. L'« Empire Rival », qui, en temps « normal », est affecté au transport des immigrants d'Haïffa à Chypre, et vice-versa, en est à son deuxième attentat dans des circonstances à peu près identiques.

Les choses se gâtèrent sérieusement lorsque le « Runnymede Park » accosta à son tour, tout résonnant de chants sionistes entonnés à pleine voix par les passagers. Ceux-ci étaient au nombre de 1.500. Or, deux cents d'entre eux descendirent sur le quai sans y être amenés de force. Les autres se débattirent jusqu'au dernier; les femmes et les enfants ne furent pas les moins combattifs, témoin cette petite fille d'une dizaine d'années, aux petites dents aiguës, qui mordit jusqu'à l'os le pouce d'un soldat qui essayait de l'entraîner. Bilan de la journée : vingt-sept blessés, dont trois britanniques. Hurlant, crachant, mordant, se débattant des pieds et des mains, lançant ce qui leur tombait sous la main à la tête des soldats, puis saisis par plusieurs hommes, agrippés par les vêtements, quelque peu malmenés et matraqués, les immigrants furent conduits l'un après l'autre jusqu'au train aux fenêtres grillagées qui les attendait.

En route vers Lübeck, ils entreprirent de démolir méthodiquement les grillages dont s'ornaient leurs wagons. En gare de Wandsbeck — rapporte le « Times » — les Juifs réussirent à en précipiter quelques-uns sur un train de civils allemands, archi-plein, roulant en sens inverse. Quatre Allemands furent blessés, dont l'un grièvement.

11 SEPTEMBRE.

La « bataille de propagande » continue plus que jamais. Une grande partie de la presse yankee — dont les pages d'annonces sont fréquemment louées par les organisations sionistes décrit le débarquement de Hambourg comme une sorte de pogrome, accompagné de scènes d'une bestialité sans pareille. A quoi le représentant des Juifs de Grande-Bretagne au Congrès juif mondial rétorque plaisamment : « Si les Américains avaient fait cette

besogne, c'eût été dix fois pis. Je suis le dernier homme qui aurait consenti à voir les méthodes des briseurs de grèves yankees appliquées aux passagers de l'« Exodus ». Il est vrai que le représentant des Juifs britanniques estime que la décision de ramener ceux-ci en Allemagne fut « indescriptible-

ment bestiale, stupide et incroyablement. »

Après l'épilogue du voyage manqué de l'« Exodus », l'opinion se retourne vers Lake-Success, où l'imbroglieo palestinien sera, une fois de plus, débattu. C'est ainsi que vont les choses : quand la tragédie s'achève, la comédie commence...

A PROPOS D'UNE « LETTRE AU PÈRE D'UN SOLDAT BRITANNIQUE CANTONNÉ EN PALESTINE »

UN LECTEUR ARABE RÉPOND A KOESTLER

Nous avons publié, dans notre numéro 117, une lettre d'Arthur Koestler — le prestigieux auteur du « Zéro et l'Infini » — adressée « au père d'un soldat britannique cantonné en Palestine ».

Cette lettre fit sensation dans tous les milieux.

Elle nous valut notamment l'intéressante « réponse à Koestler » que l'on va lire. L'auteur — un avocat du Caire — nous expose le point de vue arabe dans la question palestinienne; point de vue que l'on a beaucoup trop tendance à négliger...

La responsabilité anglaise en ce qui concerne la question palestinienne est établie.

Il est tout à fait indiscutable que le Gouvernement britannique a contracté, à maintes reprises, des engagements en vue de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. De même, il est irréfutable que le Gouvernement anglais s'est engagé plus d'une fois, durant et après la grande guerre (1914-1918), à faciliter la création d'un grand Etat arabe s'étendant du Taurus à l'Océan Indien et comprenant la Palestine. A ce moment-là, l'Angleterre, en prenant des engagements contradictoires, a voulu se tirer d'une situation précaire en achetant l'amitié des Arabes et des Juifs.

Mais les engagements contractés par le Gouvernement britannique n'obligent que l'Angleterre elle-même, qui, en promettant aux Juifs l'établissement d'un foyer national en Palestine, n'a pas tenu compte d'un facteur essentiel : l'opinion du peuple habitant la Palestine. Il ne faut pas croire que le problème palestinien ne concerne que Juifs et Anglais; il concerne surtout la population arabe de Palestine.

Au reste, avant même que ne lui fût confié le mandat, l'Angleterre en promettant l'établissement d'un foyer national juif en Palestine prenait une décision contraire au droit international public qui défend à un pays de disposer du territoire d'une autre nation.

Après le mandat, l'Angleterre n'a exercé sa souveraineté en Palestine

qu'au nom du peuple palestinien; et, commettant une nouvelle infraction au droit international public, elle accorda à 500.000 Juifs le droit de s'établir en Palestine, malgré l'opposition parfois violente des Arabes (révolution de 1936-1939).

Actuellement, la population de la Palestine est composée de 650.000 Juifs et de 1.000.000 d'Arabes. Il est évident que c'est au peuple palestinien qu'il incombe de décider si l'immigration juive doit continuer, ou si elle doit cesser; et la majorité de la population — majorité arabe — est déterminée à ne plus accepter un seul immigrant juif.

Nous autres, Arabes, nous voulons que la Palestine devienne un Etat indépendant démocratique, où Arabes et Juifs jouiront de droits égaux; et nous ne permettrons point que notre pays soit submergé de Juifs rescapés des camps de concentration d'Allemagne. Nous estimons que seuls les citoyens d'un pays sont en droit d'accorder ou de refuser refuge à quiconque; surtout lorsque l'immigration en masse risque de changer la structure humaine de ce pays, en réduisant la majorité à une minorité.

C'est pour cela que nous sommes décidés à user de tous les moyens légaux pour faire prévaloir notre point de vue, en accord avec les principes démocratiques les plus élémentaires.

MOAZ EL AZEM,
avocat
LE CAIRE.



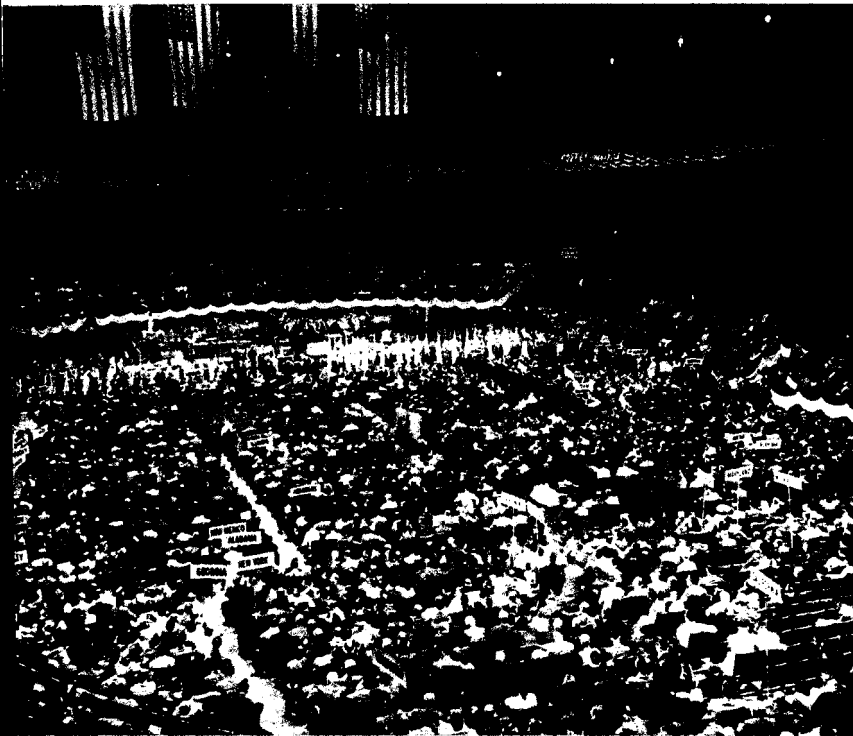
LES CARNETS DE DON IDDON

(« Don Iddon's Diary »)

CORRESPONDANT DU « DAILY MAIL » AUX ETATS-UNIS

Tous les dimanches matin, un homme d'une trentaine d'années, vêtu avec une élégance parfaite mais dépourvue d'ostentation, parcourt à pas lents le Central Park de New-York, s'arrêtant parfois pour allumer une cigarette, ou se figer dans une attitude méditative.

Après sa promenade rituelle, cet homme rentre chez lui, s'enferme dans son bureau, et dispose à portée de la main, trois piles volumineuses d'extraits de presse : l'une contient des informations politiques ; une autre, des potins sur Hollywood et Broadway ; la troisième, des événements et des noms qui, pendant la semaine, ont réussi à franchir le « cercle magique » de la première page des quotidiens yankees.



Tard dans la soirée, le jeune homme retire de sa machine à écrire le dernier feuillet d'un article hebdomadaire qui paraîtra, deux jours plus tard, sous un titre imposant, et sur quatre colonnes dans le Daily Mail, de Londres.

Et c'est ici que l'histoire commence vraiment. Car cet article va être lu — avec ravissement — par deux millions d'Anglais, un million d'Égyptiens, de Sud-Africains, d'Australiens et de Canadiens — sans compter les millions d'Américains qui en trouveront, reproduits par leurs journaux, les extraits les plus « explosifs », les plus drôles, ou simplement les plus révélateurs de l'état d'esprit d'un journaliste anglais aux réparties acerbes et joyeuses.

Don Iddon est en effet un journaliste à la dynamite : indiscret, moqueur, rosse, excellent dans la controverse, inventeur d'un style vif et coloré, et — par-dessus tout, patriote. On devine ce qu'un tel mélange de qualités peut produire, lorsqu'il est l'apanage d'un Anglais qui fréquente familièrement les cou-

lisses de la politique, de la vie sociale et du cinéma américains.

En Angleterre et aux États-Unis, Don Iddon figure parmi les meilleurs columnists — ne l'appelle-t-on pas le Walter Winchell anglais ? Le terme de columnist est assez difficile à traduire. Disons qu'il exprime la « spécialité » d'un écrivain qui tient un journal des événements, journal auquel il est parvenu à donner un tour à la fois personnel et sensationnel. C'est, en quelque sorte, un écrivain aristocratique.

Don Iddon, de son vrai nom Ernest Frederick Iddon, a fait ses débuts de reporter à Birmingham, puis au Daily Express, dont il fut le correspondant new-yorkais en second, aux côtés de C. V. R. Thompson. En 1938, il devint le principal correspondant du Daily Mail aux États-Unis. Le fameux Don Iddon's Diary, dont nous présenterons régulièrement à nos lecteurs les meilleures séquences, fut publié pour la première fois en 1943, à la demande de Lord Rothermere, l'actuel propriétaire du Daily Mail.

LES CARNETS DE DON IDDON

Les jongleries, folâtreries et loufoqueries qui marquèrent les derniers jours du mois d'août avaient laissé New-York pâmée, abattue, déprimée, au sortir d'une semaine de folie douce et de vacarme joyeux.

L'American Legion, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, s'était montrée plus étonnante encore qu'on n'avait

prévu, elle s'était livrée, jusqu'à perte d'haleine, aux bouffonneries les plus ahurissantes; les parades monstres avaient déferlé à travers la ville, on avait battu l'estrade et joué le vaudeville en pleine circulation, on s'était dépensé en pitreries et en cabrioles de toutes sortes le long des avenues et sur les places publiques...

À gauche : Une vue générale du 27^e Convent annuel de l'« American Legion », à Madison Square Garden.

À droite : « ... Les parades monstres avaient déferlé à travers la ville, on avait battu l'estrade et joué le vaudeville en pleine circulation. »

Ce carnaval avait délibérément rompu avec les réalités et surtout avec les réalités du monde actuel. Et la débauche fut terrifiante — la débauche de nourriture, de boisson et de papier s'entend.

Dans tout cela, un petit fait a plus particulièrement retenu mon attention : je n'ai point entendu de mot blessant à l'adresse de l'Angleterre, au contraire; les anciens combattants ont pieusement proclamé que les Britanniques sont presque les seuls amis dignes de confiance qui restent à l'Amérique.

**

Cette atonie était passagère, New-York reprenait des forces, et la voici rendue à une excitation, à une trépidation qui frisent l'éréthisme.

On a publié des statistiques montrant que la guerre a coûté quelque 350 milliards de dollars aux États-Unis, et qu'en revanche, il faudrait au moins 20 à 30 milliards de dollars pour sauver la paix.

Mais, à New-York, on a assisté à un gold-rush tout différent de celui qu'envisageait Mr Bevin dans un récent discours : des centaines de milliers de vétérans ont encaissé leurs indemnités de démobilisation, dont le total, pour le pays entier, s'élève à près de 500 millions de dollars, soit une tranche respectable du montant qui pourrait être consacré à l'exécution d'un plan financier quelconque

Ci-dessous : On a ajouté un nouveau gratte-ciel, plus élevé, au « Rockefeller Center », complétant ainsi le projet du taicoun-philanthrope...





— plan Marshall ou autre. A Manhattan, en un seul jour, les anciens G.I.'s ont soulagé les banques de l'équivalent de 3.500.000 livres sterling !

Cet argent, on ne le cache pas sous les matelas ou dans le bas de laine familial. On le dépense à l'achat de vêtements, d'équipements, d'automobiles, de nourriture et de boisson.

Pareille injection fiduciaire sous haute pression a, comme on pouvait s'y attendre provoqué une hausse des prix, et l'inflation s'en trouve plus enflée encore.

Mais les ex-G.I.'s ne sont pas seuls en cause; il semble à vrai dire qu'une véritable frénésie d'achat se soit emparée des Américains, qui, voyant les Européens convoiter leur or, et peut-être même leurs dents aurifées, ont dévalisé magasins et boutiques.

Les négociants perspicaces, flairant l'occasion d'engranger des bénéfices immédiats, ont affiché des soldes fictifs — soies, satins et fourrures à des prix « sacrifiés » — sur quoi les vétérans se sont rués.

..

D'ici quelques semaines, les restrictions sur la vente à tempérament seront levées, et alors, l'on assistera à une nouvelle ascension en fusée des ventes et des prix. De plus en plus, l'atmosphère fiévreuse et capiteuse,

commence à ressembler à l'hystérie de 1929, et, dans *Wall street*, retentissent des grondements de mécontentement.

Bien des gens, engagés dans ce marathon sans issue, flambent leurs économies; et quelques-uns vont jusqu'à réaliser leurs propriétés. Par-tout, l'on dénoue les rubans roses qui entouraient les bons émis par le gouvernement : la mode est à l'extravagance et à l'insouciance...

Aujourd'hui, New-York ressemble à une vaste fourmilière. Dans le quartier nègre de Harlem, on abat les appartements construits par les sociétés à l'usage des travailleurs et l'on entasse les décombres le long des voies du chemin de fer. C'étaient de grands immeubles de 20 étages, construits en briques rouges, et d'une solidité à toute épreuve, des logements ouvriers possédant trop peu d'issues en cas d'incendie, dont les débris en pagaille congestionnent à présent la 125^e rue.

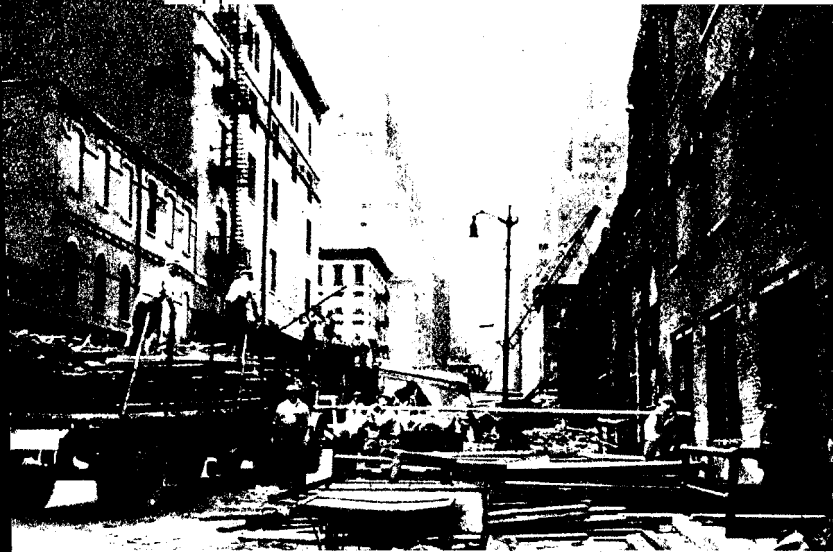
Les gens ont adopté, dans presque tous les domaines, une attitude nerveuse, l'attitude de ceux pour qui il faut que « ça saute ». Et cela « saute » ! Guère de queues, sauf devant les cinémas, pas de chinoïseries administratives : pas de pape-rasseries bureaucratiques, pas de délais dans la délivrance de permis, pas de dossiers en trois exemplaires, pas de rationnement, pas de restrictions.

Car l'entreprise jouit d'une liberté qui confine à la licence. Et, ma foi, cette licence paraît efficace. Les citoyens sont bien habillés, bien chaussés, et respirent invariablement la prospérité.

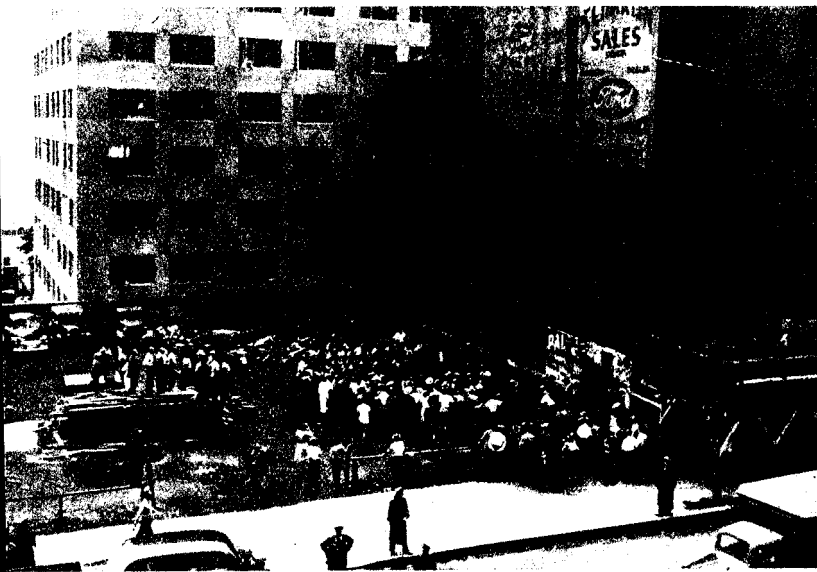
Il n'y a pas non plus de mendiants dans les rues — à peine, de temps à autre, un clochard alcoolique aux lisières de Broadway — et, chaque jour, on crée de nouvelles entreprises. Car il est toujours possible, ici, de sortir du rang et d'amasser une immense fortune. La chaîne de *drug-stores* la mieux achalandée de New-York — la chaîne *Wallgreens* — n'existe que depuis quelques années. De même, l'énorme empire d'édition de Henry Luce (dont les bénéfices ont dépassé 750.000 livres pour les six derniers mois) fut créé, il y a moins de 25 ans, au moyen d'un capital insignifiant.

Des garçons de bureau deviennent vice-présidents de grosses sociétés, conformément à la tradition, et l'on croise de nombreux millionnaires flambants neufs dont l'accent trahit les origines paysannes et européennes.

L'Américain est toujours prêt à s'enthousiasmer et à risquer sa chance sur une idée nouvelle, si ébouriffante soit elle. En ce moment, il dépense des flots d'argent pour s'équiper de frais et fait table rase de tout ce qui est déclassé ou passé de mode.



On va construire à New-York le siège permanent de l'O. N. U. Le palais s'élèvera entre la 1^{re} avenue, la 42^e et la 45^e rues. « Il semble, à vrai dire, que l'O. N. U. devienne le symbole de la munificence du monde plutôt que celui de la paix du monde. »



On dirait que le vaste continent s'efforce de montrer à tous les tenants d'autres théories politiques et économiques que le système américain est, de très loin, le meilleur. Aussi, l'on engage tous les capitaux dont on dispose dans des affaires plus importantes et que l'on escompte meilleures. On a ajouté un nouveau gratte-ciel, plus élevé, au Rockefeller Center, complétant ainsi le projet du taïcoun-philanthrope. On a bâti, le long de Park-avenue, de nouveaux blocs de buildings de verre et de béton, abritant des bureaux, et l'on élargit les boulevards et les artères surélevées en vue d'assurer à la ville des dégagements rapides. Il est question de nouveaux tunnels sous l'East River et l'Hudson; il y a des plans prévoyant la construction de nouveaux ponts et de nouveaux aéroports. La ville est toute vibrante, toute bourdonnante d'activité, elle

déborde de vigueur, elle palpité d'ambition.

La nuit, son pouls s'accélère encore, lorsque les citoyens payent le prix de leurs plaisirs. Ces distractions, dont on prétend couramment qu'elles constituent une détente, sont, en fait, bien plus exténuantes que les heures passées au bureau ou même à la fonderie.

Entassés dans les salles de danse, des garçons et des filles de tous âges — jusqu'à 70 ans inclusivement — cabriolent, s'étreignent, et se trémoussent, au son de rythmes sauvages. Les femmes, bronzées par de longs mois passés sur les plages, exhibent leurs épaules et leurs bras nus, et, parfois, leur... estomac. Les bracelets cliquettent, la soie bruisse, les jambes, gainées de nylon, ont l'air nues. C'est un asile d'aliénés, et c'est Babylone...

Les villes de province essayent de ne pas demeurer en reste avec la métropole. Les beautés aux poitrines provocantes, aux cuisses musclées, ont paradé pendant plusieurs jours à Atlantic City, et, bien que, pour remporter les premiers prix aux concours, il fallût satisfaire à un test d'intelligence, la plupart des girls, lorsqu'on leur demanda si elles aimaient Kipling répondirent : « Quel est à peu près le goût de ce truc-là ? »

Venant se greffer sur des préoccupations de cet ordre, la menace d'Henry Wallace de constituer un tiers-parti, l'insistance du maire O'Dwyer sur la nécessité de réélire le président Truman, la poursuite de la querelle judéo-arabe à Lake Success n'ont suscité que peu d'attention.

Néanmoins, l'O.N.U. continue de défrayer la chronique — la mauvaise. La demande d'érection d'un quartier-général grandiose, et d'un « accès monumental » composé d'avenues et de boulevards, a déchaîné l'ire des contribuables auxquels il incombera de payer la majeure partie de la note, laquelle peut s'élever à quelque 20.000 livres sterling.

Il semble, à vrai dire, que l'O.N.U. devienne le symbole de la munificence du monde plutôt que celui de la paix du monde. Je suggère, pour ma part, que les diplomates rendent l'organisation efficace, avant d'essayer de lui faire une beauté.

Le patient maire O'Dwyer lui-même s'est pris de colère contre certains des architectes, et l'on a entendu dans City Hall, des cris tels que : « Menteur ! », « Fumiste ! », « Plaisantin ! ». Il circule égale-

Ci-dessous : Le patient maire O'Dwyer lui-même s'est pris de colère contre certains des architectes, et l'on a entendu dans « City Hall » des cris tels que : « Menteur ! », « Fumiste ! », « Plaisantin ! »...



ment des histoires de corruption, de pots de vin, et de graissage de patte par des compagnies qui essayent de se faire adjuger la construction de la nouvelle Genève.

Une fois de plus, la boxe passe au radioscope. Un livre superbe — *The Harder They Fall* — de Budd Schulberg, montre ce sport sous le jour qui lui convient — racket, tape-à-l'œil (si l'on ose écrire), escroquerie. Une grosse industrie où l'on joue avec des dés pipés.

Il y a, au total, 10.000 boxeurs professionnels aux Etats-Unis, et les « consommateurs » déboursent chaque année quatre millions de livres pour assister à leurs ébats.

Les voyous et les aventuriers empoisonnent la profession, et le nombre de combats au « chiqué » — juges soudoyés ou boxeurs payés pour prendre une correction — ne cesse d'augmenter.

Autres sujets de conversation : la police réclame les 40 heures; augmentation de 32 % en un an sur les prix des denrées alimentaires; construction d'abris près d'Albuquerque en prévision de la troisième guerre mondiale; mise à l'index par les Mormons du magnifique ouvrage de John Gunther : *Inside the U.S.A.*; violente épidémie de rhume des foies dans l'Etat de New-York; critique furibonde du rapport de guerre du maréchal Montgomery, que l'on accuse de n'être qu'un « ahurissant tissu de déclarations fausses, de demi-vérités, d'insinuations malveillantes, d'omissions, et de glorifications de Soi ».

On a également enregistré l'ordre donné par les compagnies de taxis à leurs chauffeurs de se raser plus souvent, de s'habiller mieux et de sourire à leurs passagers; la nouvelle que la bière coûtera bientôt 15 cents le verre; l'annonce que le peuple américain consomme 500.000 livres de somnifères chaque année, et plus de 25 livres de savon par habitant; d'immenses avis de l'*American Meat Institute*, avertissant les citoyens qu'ils trouveront bientôt de la viande en plus grande quantité.

En ce qui concerne la mode, les styles sont à tel point sévères, que certaines femmes se plaignent de n'avoir pas la moindre chose indécemment à porter.

La nouvelle-surprise qui arrive d'Hollywood, c'est que, à la suite de la crise, il est probable que les salaires de vedettes vont encore augmenter. Cela a l'air d'une plaisanterie, et je prôyais le contraire, mais les producteurs prétendent qu'il leur faut utiliser les grands noms, par mesure de « sécurité ». Ils n'osent pas, en effet, prendre le risque de lancer des inconnus et ont l'intention

de se reposer sur les prestations des acteurs et des actrices, dont le volume quotidien de correspondance d'admirateurs est suffisant. Selon leur théorie, un mauvais film joué par Gable, Tracy ou Power fera de l'argent, tandis qu'un bon film joué par d'obscurs débutants, pourrait ne pas en rapporter.

Les stars ont protesté contre la fausse impression que retire le public de la publication de leurs revenus.

C'est un usage, ici, que le gouvernement publie les montants des plus hauts salaires qui aient été payés chaque année, mais il s'abstient de publier le chiffre des impôts afférents aux dits salaires.

Aussi, les têtes de série, au nombre desquelles figurent Betty Grable, Olivia de Havilland, Fred Mac Murray, Rita Hayworth, Bing Crosby et Ray Milland, ont-elles tenu à ce que l'on sache qu'elles s'estimaient heureuses lorsqu'elles pouvaient disposer de 10.000 livres, alors que leurs gains s'élèvent à près de 50.000 livres l'an.

La Marine des Etats-Unis a refusé de projeter en guise de délassement pour ses hommes, le film de la R.K.O., *Crossfire*. Le film expose des sentiments antisémites.

La prétendue influence communiste à Hollywood est à l'ordre du jour, et il y a eu de belles empoignades à la radio. La mère de Ginger Rogers a critiqué les radicaux avec virulence, mais je crois que son allocution ne les a nullement desservis.

La soi-disant vague d'austérité ne semble guère ternir le faste des fa-

buleuses réceptions d'Hollywood. Celle qu'ont donnée Lana Turner et Tyrone Power doit avoir coûté à elle seule presque autant que le plan Marshall. Il y avait 150 couverts, des milliers d'orchidées, des verres où se trouvaient gravés des cœurs enlacés et deux noms : « Lana », « Ty ». Les verres furent distribués aux invités.

Pour l'originalité, on repassera...

Solution proposée par Elsa Maxwell, grande mondaine et grande donneuse de réceptions, pour résoudre la crise britannique : Premier Ministre : Ernest Bevin; Lord Woolton au Ravitaillement; Sir John Anderson et Anthony Eden recevront de hautes fonctions — non définies — au sein du cabinet; Sir Hartley Shawcross demeure à la Justice. Quant à Mr Churchill, déclare Elsa, il devrait résigner ses fonctions de chef de l'Opposition et céder la place à un homme plus jeune, plus libéral.

Mademoiselle Maxwell, vous devriez vous contenter de discuter les mérites comparés du toast au caviar et du toast aux anchois...

Bons mots : peut-être les ministres travaillistes feraient-ils bien, au lieu de se marcher mutuellement sur les pieds, d'essayer de se tenir debout sur les leurs propres.

Si l'O.N.U. ne cesse point de couper des cheveux en quatre, il se pourrait que, bientôt, l'on se remît à couper les atomes en quatre...

Don IDDON.

Ci-dessous : « La nuit, le poulx de New-York s'accroît encore, lorsque les citoyens payent le prix de leurs plaisirs... »



LES MÉMOIRES DE FARINACCI

QUI FUT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI FASCISTE MEMBRE DU GRAND CONSEIL MINISTRE DE MUSSOLINI ⁽¹⁾

Au cours d'une visite à Farinacci, von Ribbentrop lui révèle le « dessous des cartes » du pacte germano-russe. Il en ressort 1°) que les Russes envisageaient de faire la guerre aux Alliés aux côtés de l'Allemagne; 2°) que, se ravisant, et en formulant des exigences ahurissantes, ils ont amené le Reich à déclencher contre eux une attaque-éclair.

Après le départ de Ribbentrop, Farinacci se plonge dans la lecture de journaux italiens.

CALOMNIES...

Quelques heures plus tard, on devait m'apporter de nouveaux journaux italiens.

Je les parcourus : ce n'était qu'une campagne de récriminations absurdes, de mesquineries et de basses calomnies. Des journaux sérieux comme le *Corriere della Sera*, la *Stampa* et le *Messaggero* n'hésitaient pas à publier des articles vraiment ignobles, tels ceux qui dirigeaient d'odieuses attaques contre Mussolini et Clara Petacci. On y décrivait le Duce comme un homme sadique et dépravé. Or, si les Italiens pouvaient savoir la vérité, ils reconnaîtraient au contraire quelles sont ses véritables qualités humaines. Je n'irai pas jusqu'à prétendre que toutes ses qualités me plaisent, mais elles m'impressionnent beaucoup.

Mussolini est l'homme le plus doux, le plus calme, le plus puéril — dans ses manifestations sentimentales — du monde. Son âme semble presque féminine. Il a la timidité d'une vierge, la sensibilité d'un musicien, le langage d'une supérieure de couvent. Pendant les vingt-quatre années que durèrent mes relations avec lui, je ne l'ai jamais entendu user d'un mot vulgaire. Aussi, lorsque je me laissais aller à blasphémer en sa présence, il rougissait, plein de gêne. Le Duce ne boit pas, ne fume pas et ne joue jamais. Il considère l'amour comme une aventure romantique plutôt qu'autre chose. Il a peine à refuser quoi que ce soit à quiconque se trouve devant lui. Et ses manières brusques devant les étrangers et les foules, ne sont que la réaction de sa timidité naturelle. Il est intransigeant en ce qui concerne les bonnes mœurs et l'hon-

nêteté, de sorte qu'on s'est bien gardé de lui révéler certains actes répréhensibles, ou bien alors, on l'a mis dans une position telle qu'il s'est vu obligé de soutenir jusqu'au bout ses amis et protégés. Parfois, il les défendit comme s'il ne voulait pas admettre qu'il avait mal choisi certains d'entre eux.

Pour ce qui est de son honnêteté personnelle, je suis persuadé qu'il est irréprochable.

Et c'est tellement vrai que les calomnieux d'un homme qui, pendant vingt et un ans, a été le dictateur d'un grand pays, ne trouvent qu'un blâme à lui adresser : de s'être laissé appeler « Bibi » par sa maîtresse... Comme si cela pouvait causer le moindre dommage à quelqu'un ! Je souhaiterais connaître le nombre de méfaits qu'aurait commis ce vieux satyre de Badoglio, s'il avait été à la tête d'une nation pendant aussi longtemps.

Je lus ensuite une série d'idioties à propos des lingots d'or de Piero Gazzoti, des alliances (2) que Rino Parenti aurait volées aux Italiens, et de la fortune de Rino Alessi, qui épousa une femme très riche. Ce que l'on écrivait contre moi aurait d'ailleurs suffi à prouver que ces accusations n'étaient que viles calomnies. Ma petite villa de quelques chambres, à Serapo, dans laquelle vivaient ma femme, mes enfants et ma bonne, on la dépeignait comme une « villa princière », alors qu'il m'était impossible d'y héberger ne fût-ce qu'un seul hôte. Quant à ma villa de Rome, avec ses huit pièces, et pour le terrain de laquelle je n'avais payé que deux lires le mètre carré, parce qu'à l'époque le quartier était situé en dehors de la ville, on la

considère comme « une villa de nabab ». Mon appartement de la Via Aterno, est un « riche palace », où je me livrais, notamment, à de folles orgies.

Quiconque me connaît pourra dire que, si j'aime les jolies femmes, les orgies ne sont pas mon fort — elles me répugnent.

L'appartement-studio de Milan, lui aussi, est gratifié du qualificatif « princier ». Sans parler de Crémone où ma participation aux bénéfices résultant de la vente de permis de chasse dans les réserves de Stagno Lombardo devient « la possession d'un immense domaine ». Quand je pense que je paye chaque année ma part de 1000 lires pour le permis!...

Enfin, on prétend qu'un journal qui est la propriété d'une compagnie (Mori, Varena, Magi, Moretti, etc.) m'appartient en totalité, depuis le bâtiment jusqu'aux linotypes, alors qu'en réalité tout ce que j'y possède se limite à mon appartement et au titre du journal ! Or, j'estime en toute sincérité que mon confort fut loin d'être le fruit d'illégitimes profits. Un homme qui fut, pendant vingt ans, un des leaders de la Révolution, qui exerça avec une certaine chance et quelque habileté, la profession d'avocat au cours d'importants procès, qui dirige, depuis 1914, un journal dont le titre et la tendance politique lui appartiennent, ne peut-il se permettre de posséder quelques modestes biens : deux ap-

(1) Voir « Europe-Amérique » depuis le n° 108.

(2) On se souvient que lors de la campagne d'Ethiopie, les Italiens se défirent volontairement de leurs alliances d'or à titre de contribution de guerre.

partements, deux villas dans la capitale, une autre, très petite celle-là, dans une station balnéaire, et un dépôt d'un demi-million de liras dans une banque ?

Au reste, je fus l'un de ceux qui demandèrent à Mussolini de faire procéder à des enquêtes sur les origines de certaines fortunes, et j'aurais voulu être le premier à subir un examen de ce genre. Je souhaite que le gouvernement de Badoglio hâte la publication des résultats de ses investigations personnelles. Je verrais ainsi, démasqués, les ignobles menteurs qui n'hésitent pas à écrire par de belles inepties contre d'honnêtes gens incapables de se défendre.

A propos de ce qui précède, je me souviens d'une anecdote. C'était il y a quelques années, en 1934 je crois, Mussolini avait appris qu'un dignitaire (1) s'était compromis dans des affaires peu reluisantes. Le Duce envoya par la suite une sorte de lettre... pastorale à tous les hiérarques du régime. Il y démontrait tout le mal que pourraient causer au fascisme la malhonnêteté et la corruption nées d'un trop grand amour du gain; puis, il concluait en leur disant qu'ils ne devaient pas « voler » mais qu'ils devaient vivre en hommes honnêtes et intègres. En ce qui me concerne, je répondis à la lettre du Duce dans les termes suivants :

« Cher Président, j'ai reçu votre lettre, etc... etc... Si je ne vole pas, c'est que telle est ma nature, mais s'il fallait donner une raison de ne pas le faire, je dirais que ce n'est pas seulement par honnêteté, mais aussi par astuce. En effet, le jour pourrait venir où il faudrait rendre des comptes aux Italiens. Votre Farinacci. »

J'appris dans la suite que le Duce avait beaucoup parlé de cette lettre avec ses intimes.

Quoi qu'il en soit, ces désagréables calomnies eurent le don de m'exaspérer et de me donner des insomnies.

(1) Federzoni ?

GÖRING EXPLIQUE CE QUE SERA L'EUROPE D'APRÈS GUERRE, « MÊME DANS LA FUNESTE HYPOTHÈSE OU NOUS PERDRIONS LA GUERRE »



Vers la fin du mois d'août, et au début de septembre, je reçus d'autres visites : Göring, Himmler, Streicher, Dönitz, Sauckel et Speer. Toutefois, aucune de ces entrevues ne revêtit d'importance politique; ce furent plutôt des marques de courtoisie; l'on eût dit que l'on voulait me faire oublier la froideur de Hitler. Seuls Göring et Dönitz me firent d'intéressantes révélations au point de vue militaire, social et politique.

Göring me parla longuement des années qui précédèrent la prise de pouvoir par les nazis, et, il voulut qu'à mon tour, je lui raconte les événements et les idées qui furent à l'origine de « l'Interventionisme » et du Fascisme. Il me dit aussi que le siècle actuel était celui du national-socialisme et du fascisme étendus au plan continental.

« Même dans la funeste hypothèse », me confia-t-il en mauvais italien, « où nous perdrons la guerre, rien de ce que nous avons fait ne serait perdu. En voyageant de par l'Europe, je m'en suis rendu compte. Le monde évolue vers la gauche, contre les castes forcloses de l'aristocratie, de la ploutocratie, des conventicules ecclésiastiques, contre les monarchies et les réactions. L'aspect nationaliste de notre idéal se développera en un robuste « continentalisme », en une création de l'espace vital nécessaire à tous les travailleurs européens.

» Nos réformes sociales, notre abolition graduelle et sans effusion

Ci-contre : Hitler et Göring se congratulent. Les confidences de Göring à Farinacci revêtent une grande importance pour la « petite histoire », du fait de la position exceptionnelle du Maréchal du Reich à cette époque.

de sang des classes dominantes, notre politique d'élévation et d'éducation des masses prolétariennes, répondent à l'évolution du monde actuel. Nous différons fondamentalement de la II^e Internationale et de ses théories socialistes puisque nous sommes encore attachés aux caractéristiques nationales de chaque peuple, tout comme nous nous opposons à un « internationalisme » grégaire. D'ailleurs, n'est-ce pas folie et pure utopie que de supprimer les frontières nationales et d'absorber les traditions, l'Histoire, l'art et la littérature de peuples aussi essentiellement différents — sinon foncièrement opposés — que ceux d'Europe ? D'autre part, nous réaliserons l'union du continent au sein d'un organisme « supra-national » unique, chacun des membres conservant une entière autonomie et les frontières douanières étant supprimées, puisque la condition d'une synthèse politique européenne est avant tout l'unité économique de l'Europe. De cette manière, les Européens comprendront qu'ils travaillent pour toute l'Europe.

» Il est évident, poursuivit Goering, « que l'on exercera un contrôle sur les diverses économies nationales, mais ce sera dans le seul but d'éviter la duplication inutile des industries et la superproduction. Ainsi, chaque pays contribuera au bénéfice de la communauté. Par la suite, nous poursuivrons notre œuvre en créant des organismes politiques sur la base fédérative. Il y aura sept grandes fédérations politiques : 1°) la péninsule ibérique; 2°) la France et la Belgique; 3°) l'Allemagne, avec le Danemark, la Pologne, les Etats Baltes, la Slovaquie, la Bohême et la Suisse; 4°) l'Italie avec la Croatie, la Serbie, l'Albanie et la Grèce; 5°) les Iles Britanniques; 6°) la Suède avec la Norvège, la Finlande et l'Islande; 7°) le groupe oriental comprenant la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Ukraine, la Crimée et la Russie Blanche.

» Quelque temps plus tard, nous transformerons ces sept complexes, en trois fédérations plus importantes qui seront toujours complémentaires : 1°) le groupe latin : Péninsule Ibérique, France, Belgique, Italie, Balkans occidentaux, Grèce, Angleterre; 2°) l'Allemagne et ses voisins, les pays scandinaves et les Etats Baltes; 3°) le groupe oriental.

» Arrivé à ce stade, le continent sera mûr pour l'union politique — en conservant toujours les autonomies régionales, et moyennant un plan commun de coopération coloniale en Afrique. Même si nous perdons la guerre, tel est, à mon avis, l'avenir de l'Europe et rien n'empêchera son évolution dans ce sens. »

LES PARTISANS DU COMPROMIS.

Tout en m'expliquant les plans allemands pour la paix, Goering illustrait sa démonstration en dessinant des traits sur une carte géographique. Je profitai de son exposé pour lui demander s'il existait un plan prévoyant la manière de gagner la guerre. Il me déclara qu'avant le principe insensé de « capitulation inconditionnelle » conçu à Casablanca par les Anglo-Saxons, les opinions variaient parmi les dirigeants nationaux-socialistes. L'état-major voulait arriver à un accord, basé sur de justes conditions, avec les Anglo-Américains, afin de pouvoir poursuivre, avec eux, et jus-



Ci-dessus : Selon Goering, von Ribbentrop — ainsi que von Papen et quelques autres — voulait une entente politique, économique, militaire et même idéologique avec les Soviets.

qu'au bout, la croisade anti-bolcheviste. En effet, l'état-major prétendait que les Anglo-Américains ne manqueraient pas de se rendre compte de ce que la *Whermacht* constituait le seul rempart possible contre l'expansion du fléau rouge à travers tout le continent européen. Au demeurant, une victoire anglo-américaine, allemande, italienne et japonaise sur l'U.R.S.S. aurait permis à tous ces pays de rechercher et de trouver les bases d'un accord politique et économique, tout en évitant les conflits qui naissent des mécontentements. Et l'on aurait pu faire droit à toutes les revendications et satisfaire à toutes les révisions aux dépens de l'Union Soviétique.

« Jusqu'au moment où les Etats-Unis entrèrent en guerre », me dit Goering, « Hess, von Neurath, Raeder et moi pensions qu'un accord

direct avec l'Angleterre serait profitable. Par contre, von Ribbentrop, von Papen et d'autres, voulaient une entente politique, économique, militaire et même idéologique avec Staline. Lorsque l'on aurait acquis ce résultat, prétendaient-ils, l'Allemagne pourrait tourner toute sa puissance vers l'Ouest, avec de grandes chances de remporter un succès rapide.

Puis, deux opinions opposées virent le jour : l'une d'elles était partagée par de vieux politiciens et des généraux comme l'ancien chef d'état-major Beck — aujourd'hui éliminé de la scène — qui préconisaient une paix de compromis avec les trois ennemis; l'autre était soutenue par des hommes plus jeunes, comme Himmler, Schirach, Seyss-Inquart et Frick, qui étaient partisans d'une lutte à outrance jusqu'à la victoire finale. »

— Et Hitler ? demandai-je.

— A l'époque, Hitler ne se prononça jamais, me répondit Goering. Au début, il fit deux offres de paix aux puissances occidentales, mais elles furent rejetées. Il en fut irrité. Il est certain que, en ce temps-là, il préférerait mes plans et ceux de Hess. Puis, il suivit la tendance Brauchitz-Keitel. Une fois encore, il s'attacha au principe d'un accord avec les Anglo-Américains contre l'U.R.S.S. Personnellement, je pense qu'Hitler veut la paix le plus tôt possible, parce qu'il a l'intention de créer un *Etat social modèle* en Allemagne. S'il y arrive, je puis dire que, d'après les plans qu'il me montra à plusieurs reprises et qui sont le fruit de ses méditations solitaires, il aurait accompli le véritable miracle de notre siècle.

— Quelle est l'opinion de Hitler sur les chefs ennemis ? fis-je.

— Hitler n'a beaucoup d'estime que pour Churchill, rétorqua Goering. Pour lui, Staline n'est qu'une grossière copie d'Ivan le Terrible ou de Pierre le Grand. Il voue une haine mortelle à Roosevelt, parce qu'il le considère comme le vrai provocateur de cette guerre, et le tient pour le laquais d'un groupe de ploutocrates et de financiers-marchands de canons.

LE MARECHAL CROIT AU PERE NOEL.

Ensuite, Goering me dit que la décision de la Conférence de Casablanca avait eu un effet auquel nos ennemis ne s'attendaient certainement pas. S'ils ont espéré ébranler et effrayer les Allemands en se montrant durs, ils se sont grossièrement trompés. En fait, toutes les tendances susmentionnées furent abandonnées, et l'unité des chefs allemands n'est plus basée que sur un postulat : lutter jusqu'à la victoire.

— Comment arriver à cette victoire, demandai-je, car il est indéniable que, à la suite du débarque-

ment en Afrique du Nord, du blocus de la Méditerranée, de la chute du fascisme, des victoires d'El Alamein et de Stalingrad, l'initiative a passé dans le camp ennemi.

— C'est exact, admit Goering. Puis, il me démontra que, dans chaque guerre, l'initiative change de côté, sans toutefois que cela modifie sensiblement la situation. L'initiative est tributaire d'un ensemble de contingences qui n'ont souvent aucun rapport avec la puissance réelle d'un pays. On peut arriver à vaincre par la diplomatie, par la politique et par les armes. Et, selon Goering, la diplomatie allemande cherche à brouiller les cartes en Amérique du Sud, en Turquie et dans le Moyen-Orient, sans oublier les gouvernements balkaniques fantômes qui résident en Egypte. Cette offensive diplomatique, dont les progrès sont satisfaisants, permet d'augurer sans nul doute une dissension entre l'U.R.S.S. et les Anglo-Américains. (1) Mais Hitler compte, avant tout, sur une victoire militaire. En retenant l'ennemi à l'Ouest grâce au puissant *Atlantik Wall*, on pourra jeter toutes les forces de l'Axe contre l'Est, dans le but de forcer une victoire décisive. D'autre part, l'Allemagne transporte toutes ses usines dans une zone de sécurité, à l'abri des bombardements. Ensuite, on créera et continuera la production d'armes offensives et défensives qui révolutionneront les méthodes de guerre et rendront l'initiative à l'Allemagne. Des milliers, parmi les meilleurs experts du monde, travaillent dans ce but. La puissance aérienne ennemie sera écrasée par une armada d'avions de chasse du type le plus nouveau et qui seront pratiquement invulnérables par suite de leur vitesse. Des armes offensives, que l'imagination d'un romancier n'eût pas rêvées, transformeront l'Angleterre d'abord, les Etats-Unis ensuite, en une mer de flammes, sans qu'il soit nécessaire de sacrifier un seul bombardier. Les types les plus récents de sous-marins impossibles à repérer, écumeront les océans par centaines, paralysant tout trafic. Et, finalement, des bombes terribles, chargées d'explosifs nouveaux ou de mélanges dont l'effet sera apocalyptique, détruiront rapidement les objectifs militaires en territoire ennemi. La guerre peut devenir atroce. Mais, d'après Goering, on n'en arrivera pas à ce point, parce que la terreur initiale chez l'ennemi sera telle que l'on pourra immédiatement dicter des conditions de capitulation. Naturellement, pour arriver à cela, l'Alle-

CL contre : Dans le second stade de l'évolution précédant l'union politique du continent, l'Europe aurait été divisée — selon Goering — en sept grandes fédérations politiques, la France et la Belgique réunies formant l'une d'elles.

magne doit, avant tout, gagner du temps. Et nos ennemis semblent le savoir, puisqu'ils se lancent de toutes parts à l'attaque de la forteresse européenne.

Je voulais que Goering me dise si les conditions de capitulation que l'on imposerait aux « alliés » seraient sévères. Goering m'avoua qu'il ignorait quelles étaient exactement les intentions de Hitler à cet égard, mais il était certain de connaître au moins les bases sur lesquelles les négociations éventuelles se dérouleraient. L'Axe demanderait l'expulsion des Anglo-Américains d'Europe, d'Asie-Mineure et d'Afrique; la répartition équitable des réserves d'or et de toutes les ressources économiques mondiales. Si, par la suite, l'Australie, l'Inde, le Canada, l'Alaska, etc. veulent s'unir à l'Amérique et à l'Angleterre, la question n'intéressera ni l'Allemagne, ni l'Italie. Tout au plus le Japon y aura-t-il son mot à dire. Quant à l'U.R.S.S., elle devra ramener sa frontière derrière le Dnieper. Le bolchevisme devra, bien entendu, disparaître, et il faudra que le pays soit ouvert au commerce européen et international, tout comme la Chine.

**

Ces confidences, venant d'un homme aussi sérieux, aussi cordial, intelligent et bien renseigné que Goering, exercèrent sur moi un bienfaisant effet. Le Maréchal du Reich s'en rendit compte, et, au moment de monter en voiture, il ajouta que douter de la victoire serait un crime. La confiance n'est-elle pas la meilleure arme ? Je n'en ai jamais douté. Je l'ai écrit dans mon quotidien, à une époque où Goering n'imaginait même pas la naissance du national-socialisme.

**

En revenant vers mon appartement, je remarquai sur la table un

atlas avec la carte d'Europe que le Maréchal avait hachurée au moyen d'un gros crayon rouge et bleu. Je crois avoir commis le seul larcin de mon existence lorsque j'arrachai la page et la mis de côté. Je voulais m'en servir comme aide-mémoire, le jour où, rentré en Italie, je pourrais continuer à écrire mes souvenirs. Je remis l'atlas à sa place avec le plus grand soin, en espérant que le lieutenant Foster, mon pointilleux cerbère, ne s'apercevrait jamais du larcin, car il aurait été capable d'en aviser la Gestapo.

(A suivre.)

P. S. : Nous devons à l'obligeance d'un aimable confrère, M. Adolphe Schoenmaekers, l'explication de la parenthèse équivoque contenue dans les *Mémoires de Farinacci (Europe-Amérique n° 117, p. 25)*. Il s'agissait des mots suivants : « (Edda et Goering) ». Notre confrère nous envoie, à ce propos, la référence que voici, empruntée à un ouvrage de Jean Bardanne : *Franz von Papen*, chap. VII, p. 143 :

« En avril 1937, le chancelier Kurt von Schuschnigg se rendit à Venise :
 » Mussolini, tout en lui affirmant son réel désir de voir maintenir l'indépendance de l'Autriche, déclarait qu'il convenait d'éviter les incidents.
 » Quant à Ciano, il ne lui dissimula guère une hostilité payée par Berlin et entretenue par sa femme depuis quelques semaines maîtresse de Goering... »

« Cette liaison avait été l'œuvre de von Papen, qui non seulement avait présenté la fille de Mussolini au plus fidèle collaborateur de Hitler, mais avait insisté auprès de « cet enfant astucieux et brutal de Goering (2) » pour qu'il ait avec la femme de Ciano « une de ces liaisons qui classent un homme ».

(1) Cette prévision s'est vérifiée... après la défaite du Reich. (N. d. l. R.)
 (2) C'est ainsi que von Papen parlait de Goering dans une soirée diplomatique, en juin 1937, à Vienne.





MON JOURNAL DE RIO

PAR

A N D R É P U J O L (1)

CORRESPONDANT SPÉCIAL D'«EUROPE-AMÉRIQUE»

23 AOÛT.

Ceux qui s'attendaient à ce que l'Argentine adoptât une attitude intransigeante en sont décidément pour leurs illusions. Le Dr Bramuglia se montre le plus conciliant des hommes. Il réclamait l'unanimité ? Il se rallie aux deux tiers. Il demandait la convocation d'une conférence économique avant Bogota ? Il accepte sans difficultés qu'elle n'ait lieu que, dans le courant de 1948. Le secrétaire général de la délégation argentine déclare : « Nous nous sentons démocratiquement inclinés à accepter

(1) Une première partie de ce pittoresque reportage a paru dans notre précédent numéro.

la décision de la majorité ». Est-ce l'explication ? Il semble beaucoup plus vraisemblable que l'Argentine cherche à prouver ainsi que les accusations portées contre elle d'être le « mauvais coucheur panaméricain », si j'ose écrire, ne sont pas fondées. Si telle est bien son intention, c'est un succès.

Qui a lancé l'idée d'une « zone de sécurité » à l'intérieur de laquelle toute attaque entraînerait une réaction commune ? On l'ignore, mais il semble bien que M. Torres Bodet, chancelier du Mexique ne soit pas totalement étranger à cette conception. Elle répond, en tout cas, aux

préoccupations de la majorité des nations latino-américaines qui redoutent de se voir mêlées à un conflit qui éclaterait en Grèce ou en Corée. Mais quelle interprétation les Etats-Unis, à supposer qu'ils l'admettent, vont-ils donner du projet ?

24 AOÛT.

Aujourd'hui dimanche, tout est plus calme à Quitandinha. Ceux des délégués qui n'ont pas profité du week-end pour aller à Rio faire la tournée des grands-ducs, conversent par petits groupes ou échangent en aparté des idées apparemment fort sérieuses. Seul travaille le Comité Spécial des Cinq chargé de préparer

Ci-contre (de gauche à droite) : MM. Raúl Fernandes, Chancelier du Brésil, Juan Bramuglia, Chancelier de l'Argentine et Levi Carneiro, délégué brésilien. Rappelons que le titre de Chancelier est donné, en Amérique latine, aux Ministres des Affaires Etrangères.

le travail de la sous-commission déléguée par la commission qui doit définir l'agression et ses limites. Comme il fonctionne à huis-clos, il ne nous reste que la ressource du bar. C'est là que se tient la foire aux bobards. Mieux vaut attendre demain.

Il ne manquait plus que cela. Une révolution vient d'éclater en Equateur; le président de la République est en fuite et un gouvernement militaire a pris le pouvoir. Que va faire M. Trujillo, chancelier équatorien, qui préside la délégation de son pays? « Je vais probablement m'en aller demain, puisque je ne représente plus aucun gouvernement », répond-il. Voilà donc un second Etat qui ne pourra signer l'accord final. La politique évolue si rapidement dans ces pays superlatins qu'il serait sans doute prudent d'en terminer vite avec la Conférence, sous peine de voir disparaître les uns après les autres les représentants de nations « privées de leurs institutions parlementaires » comme dit le sénateur Connaly.

25 AOUT.

M. Warren Austin, de la délégation nord-américaine, est un brouillon, à moins qu'il n'ait un goût trop prononcé pour le whiskey, ce que je me garde de prétendre. Devant la seconde commission, M. Vandenberg lutte de toute son influence et de tous ses arguments pour obtenir qu'aucune discrimination ne soit faite entre les attaques venant de l'extérieur et celles venant de l'intérieur du continent. Or, devant la troisième commission, M. Austin se prononça en faveur d'une proposition qui reconnaît implicitement cette discrimination. Il admit et, plus encore, défendit avec chaleur une proposition établissant qu'en cas d'attaque par un pays extra-continentale, la victime conserverait son droit de vote au cours des consultations préliminaires à l'intervention générale. Comme la commission avait précédemment décidé qu'en cas de conflit entre deux nations américaines, les parties ne pourraient prendre part au vote, l'attitude de M. Austin marque une contradiction entre les thèses de deux des principaux délégués yankees. On comprend les sourires sarcastiques de certains...

27 AOUT.

Nous avons vécu, ce mercredi, la journée la plus chargée de résultats depuis l'ouverture de la conférence.

Hier avait été calme. Aujourd'hui, la seconde commission, réunie en assemblée plénière, en a « mis un coup ».

L'Argentine l'emporte définitivement en ce qui concerne les conflits interaméricains. Il est convenu qu'après conversations préliminaires à toute intervention, les nations intéressées seront mises en demeure de suspendre les hostilités, puis que seront épuisés tous les moyens pacifiques de régler le conflit.

Mais, fait beaucoup plus important aux yeux des délégations argentine et chilienne, la commission décida, à l'unanimité, que la zone de sécurité inclurait les secteurs de l'Antarctide revendiqués par les deux Etats en question; les îles Orcades, la Georgie du Sud et d'autres territoires situés au nord de ladite Antarctide, dont la Grande-Bretagne conteste l'occupation par l'Argentine, ainsi que les îles, appelées *Malvinas* en espagnol et que nous avons trop souvent, en français, la mauvaise habitude de nommer, à l'anglaise, Falkland, alors que leur véritable nom est « Malouines » parce qu'elles furent habitées en premier lieu par des pêcheurs originaires de Saint-Malo. Occupés de force, au siècle dernier, par les Britanniques, ces territoires n'ont jamais cessé de faire l'objet d'affirmations de souveraineté de la part de l'Argentine. L'inclusion de ces territoires dans la

zone de sécurité n'entraîne, certes, aucune reconnaissance de jure des droits argentins. Mais le Dr Bramuglia et son collègue chilien marquent indiscutablement un point. Il n'y aurait en effet aucune raison d'inclure dans la zone de sécurité, les seuls secteurs antarctiques revendiqués par les deux nations du sud si on ne les reconnaissait pas distincts en quelque chose du reste du continent polaire.

La commission exécutive a fixé au 2 septembre la date de clôture de la conférence. Le pacte qui s'appellera *Traité de Rio de Janeiro* sera signé ce jour-là au palais Itamaraty, dans la capitale brésilienne, et non à Petropolis. On annonce que le président Truman assistera à la cérémonie.

Pour être franc, cette nouvelle qui circulait déjà depuis quelques jours, n'a pas fait sur la majorité des délégués une excellente impression. « Que le général Dutra, président de la nation invitante, y assiste, rien de plus normal », disait dans les couloirs M. Alfredo D..., membre d'une délégation centre-américaine. « Mais Truman n'a rien à y faire, puisque

Ci-dessous : M. Vicente Trujillo, Chancelier équatorien, s'adresse par radiotéléphone au nouveau président de son pays. La veille, une révolution-éclair avait mis en fuite le président précédent.



les autres chefs d'Etat n'y viennent pas. Ces Yankees manquent vraiment de tact ». Ce à quoi son interlocuteur, un petit brun à moustache — ce signalement ne risque de compromettre personne : il y a au moins trois cents des hôtes de Quitandinha qui y répondent — ajouta : « S'il se prend déjà pour le président des trois Amériques, il se fourre le doigt dans l'œil ». Je traduis fort librement de l'espagnol une expression beaucoup plus verte.

28 AOÛT.

La brusque fin de l'insurrection paraguayenne qui durait depuis des mois fait l'objet de tous les commentaires. Elle a, en tout cas, tranquilisé M. Chavez, président de la délégation officielle qui ne voyait pas sans appréhension le « délégué » rebelle, Dr Prieto, rôder dans l'hôtel. Ainsi, alors même que les insurgés commençaient à pénétrer dans le centre d'Assomption, capitale du Paraguay, et que les agences de presse annonçaient déjà la fuite du général Morinigo, les forces gouvernementales, pourvues d'un nouveau matériel ultra-moderne, y compris deux ou trois trimoteurs d'assaut, ont liquidé l'insurrection en deux jours. Nul n'ignore qu'armes et avions venaient des Etats-Unis qui appuyaient ainsi, pour la première fois, un régime dictatorial contre une rébellion partiellement communiste.

Autre point essentiel précisé aujourd'hui : en cas d'agression, les mesures à prendre seront décidées, comme l'on sait, à la majorité des deux tiers. Elles obligeront même les Etats qui s'y seront opposés, *sauf en ce qui concerne l'emploi des forces armées*. C'est-à-dire qu'aucune nation ne sera jamais automatiquement engagée dans un conflit armé, quel qu'il soit. « C'est Haïti qui doit respirer », dit le facétieux Raúl M...



Ci-dessus : Le sénateur Vandenberg prit la parole, transporté par une indignation biblique...

29 AOÛT.

Les travaux des commissions touchent à leur fin. Le texte du *Traité de Rio de Janeiro* est au point. Mais il était dit que la dernière journée d'étude donnerait lieu à une prise de bec sérieuse entre les délégations argentine et nord-américaine.

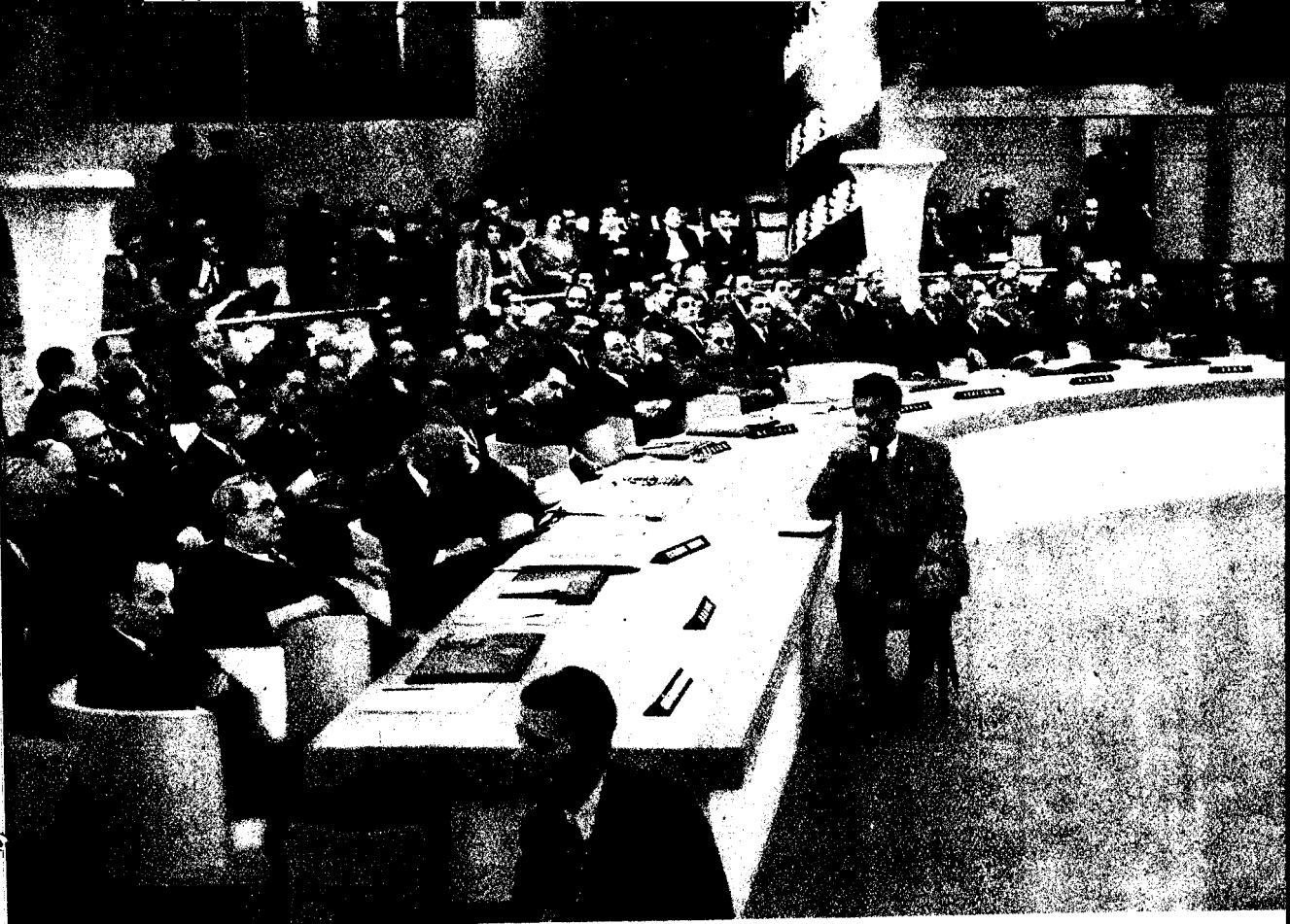
Les textes déjà approuvés établissent une sérieuse différence entre les obligations des parties en cas d'agression à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de sécurité. Dans le premier cas, les nations américaines doivent prêter immédiatement leur appui à l'attaqué, tout en restant maîtresses, jusqu'à la décision obtenue après délibérations, des mesures à prendre ; dans le second, seules les consulta-

tions entre les signataires sont obligatoires. Le Dr Corominas, que devaient appuyer au cours des débats, les délégués de Colombie, du Venezuela, du Brésil et du Mexique, demanda au nom de l'Argentine que fût purement et simplement supprimé le paragraphe concernant l'agression hors de la zone de sécurité. « Nous sommes disposés, dit-il, à défendre l'Amérique en Amérique et loin d'elle en cas d'attaque. Mais nous ne voulons pas créer a priori des situations de force qui puissent déterminer la mobilisation de l'Amérique avant que l'Amérique n'ait subi un dommage ». Phrase peu claire, sur le sens de laquelle le sénateur Vandenberg ne se méprit cependant pas le moins du monde. Il prit la parole, transporté par une indignation biblique : « Nous ne pouvons pas faire de distinction entre le crime à l'intérieur de la zone et le crime hors de la zone. L'Argentine veut mettre une limite géographique à l'agression. Les limites géographiques au crime ne nous plaisent pas ». Puis, un peu calmé : « Mon excellent ami le Dr Corominas pourrait-il donner un exemple concret ? » La réponse jaillit, brutale, dans un silence de mort, la réponse que tous attendaient : « Une attaque contre les troupes nord-américaines en Allemagne devrait-elle être considérée comme une attaque contre le continent ? »

On discuta pendant trois heures et la séance dut être levée sans que l'on eût enregistré un résultat. Elle reprit à 22 heures : il n'y avait manifestement pas de solution en perspective et les pessimistes voyaient déjà le traité dans le lac. Il n'en fut rien. Le Mexique proposa un amendement ambigu qui ne résolvait rien mais permettait, non sans peine, aux deux adversaires de l'interpréter chacun à sa façon : au texte de l'article 9 qui détermine que « l'invasion par les forces armées d'un Etat du territoire d'un autre Etat » serait considérée comme agression, on substituait : « l'invasion par les forces armées d'un Etat du territoire d'un Etat américain... » Pour être conforme à la pensée du délégué argentin, les mots aurait dû être placés inversement : « ... du territoire américain d'un Etat ». On se contenta cependant de cette approximation et le Dr Corominas se félicita que soit écarté le danger de voir l'Amérique entière engagée dans une histoire provoquée par la présence des trou-



Ci-contre : Le 2 septembre, après la séance de clôture, le président Truman se rendit à bord du « Missouri » qui mouillait dans la baie de Rio. Il y prononça un nouveau discours — non officiel celui-là — à l'ombre des lourds canons du navire de bataille, orné pacifiquement de drapeaux multicolores et de petits sapins. On reconnaît, au centre, l'amiral Lechy et le général Marshall.



Ci-dessus : Pour la dernière fois, nous allons écouter de beaux discours dans le « Grillthéâtre ».

pes yankees un peu partout dans le monde. La motion mexicaine fut acceptée à l'unanimité.

30 AOUT.

Cette fois, c'en est fait. Le *Traité Interaméricain d'Assistance Mutuelle* vient d'être approuvé, en séance plénière, par les représentants des 19 Etats qui participèrent à la Conférence de Rio. Outre le Canada, qui se désintéresse du panaméricanisme, le Nicaragua et l'Equateur, qui ne jouissent pas des bienfaits d'un gouvernement constitutionnel, étaient absents.

Quelle est l'importance des résultats obtenus ? Notons tout d'abord que les questions les plus délicates, telles que la standardisation des armements, ont été remises à plus tard et que la Conférence s'est bornée à poser les principes de la défense commune de l'hémisphère en cas d'agression contre l'une quelconque des républiques américaines. Le concept d'agression n'a pas plus été défini qu'il ne l'avait été à Chapultepec ou à San Francisco. On a cependant pris soin de le préciser négativement sur un point d'importance : sera considéré comme agression l'attaque

non provoquée contre... Est-ce là une précision ou, au contraire, une magnifique possibilité d'échappatoire pour les nations qui désirent réserver en tous cas leur liberté de décision ? Aurait-on pu déclarer non provoquée l'attaque japonaise contre Pearl Harbor ? J'ai l'impression très nette que ces deux petits mots enlèvent pratiquement tout caractère coercitif au traité.

Sous cette importante réserve, les Etats signataires se sont donc engagés à voler au secours de l'un d'entre eux, s'il était victime d'une éventuelle agression à l'intérieur de la zone de sécurité. Chacun demeurerait libre de déterminer les premières mesures à prendre et le plus vite possible, une réunion déciderait à la majorité des deux tiers des moyens collectifs à mettre en œuvre pour repousser l'agression. En cas d'attaque à l'extérieur de la zone de sécurité, la réunion des chanceliers déciderait des mesures à prendre, sans qu'il y ait obligation d'aide automatique; de même, en cas de conflit armé entre Etats américains. En aucune circonstance, l'emploi de forces armées ni aucune mesure d'ordre militaire ne pourra être exigé d'un Etat non consentant : point d'importance particulière, car il limite l'obligation d'assistance à des mesures diplomatiques et économiques. Le grand dan-

ger, que redoutaient plus d'une nation latino-américaine, d'être entraînées automatiquement dans un conflit armé demeure donc écarté. Parlons franc : l'Argentine et quelques autres républiques latines sont pleinement d'accord pour participer éventuellement à une défense commune du continent américain. Elles n'ignorent pas cependant qu'il y a bien peu de danger que ce soient la Bolivie ou Costa-Rica qui fassent l'objet d'une agression de la part d'une puissance extra-continentale, mais bien les Etats-Unis, que menace une guerre avec la Russie. Elles ont donc lutté de pied ferme pour limiter le plus possible un automatisme qui les aurait purement et simplement liées à l'attitude yankee. Il ne suffira pas que Washington se déclare victime d'une agression pour que les 20 autres Etats se trouvent lancés dans la guerre et, quand bien même la majorité se rangerait à ses côtés, la minorité resterait libre de participer ou non à la lutte. On ne voit même pas comment, après cela, un plan militaire de défense commune peut encore être envisagé.

S'il me fallait condenser en quelques mots mon opinion sur l'importance du *Traité de Rio*, je préciserais : 1°) qu'il marque une régression très nette par rapport aux Actes de Chapultepec; 2°) que son caract-

rière est nettement défensif; 3°) qu'il constitue, à coup sûr, pour les nations sud-américaines soucieuses de leur indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, le maximum de ce qu'il leur était possible d'accepter, et sans doute le minimum de ce qui ne pouvait être évité. Il n'en reste pas moins, cependant, qu'il est toujours bien dangereux de signer avec plus fort que soi un traité susceptible d'interprétations divergentes. Mais on n'avait guère le choix. Aucun Etat ne peut se permettre de se retrouver dans la situation de l'Argentine aux beaux temps de M. Braden.

2 SEPTEMBRE.

Ce matin, c'est l'ultime séance à Quitandinha, purement protocolaire. Nous allons, pour la dernière fois écouter de beaux discours dans le *Grillthéâtre*, admirer la coupole de l'ex-salle de jeu dont les Brésiliens vous affirment froidement — ce qui est une façon de parler — qu'elle est plus grande que celle de St Pierre de Rome, passer sous les beaux lampadaires de trois mètres cinquante qui « ornent » le grand hall d'entrée. Le président Truman va parler. Tous ces jours derniers, la presse a été remplie des détails de son voyage. On nous a décrit l'énorme DC-6 et l'aigle peint sur l'avant; on nous a rassurés sur la possibilité d'un amerrissage forcé — l'avion transporte un canot de caoutchouc — ou d'un atterrissage dans la forêt vierge — moustiquaire et machetes. Non sans quelque inconscience ou impudeur, nos confrères brésiliens se complaisent à expliquer qu'un détachement de la police yankee amené spécialement des Etats-Unis, se trouve à Rio depuis une quinzaine et assurera la sécurité du Président, tandis que l'armée nord-américaine se chargera des radio-communications avec Washington.

10 h. 7. — Le chancelier du Brésil, M. Fernandes, préside. Le président Truman et le général Dutra sont à ses côtés. A sa place parmi la délégation yankee, le général Marshall, l'homme qui ne rit jamais, reste aussi impassible que Buster Keaton. Dans la salle, où se pressent plus de trois mille personnes, on se désigne madame Truman et sa fille, Margaret, la cantatrice. Au centre, dans « la fosse aux lions » qui fut autrefois réservée à un orchestre de cent musiciens, les chefs de délégation siègent autour de la longue table jaune semi-circulaire qui connut d'autres destins. Derrière les présidents, les drapeaux des 21 républiques, illuminés par des projecteurs. Comme mise en scène, ce n'est pas mal réussi. « Le carnaval de Rio »,

murmure quelqu'un. Quand M. Truman se lève pour prendre la parole, après quelques mots de bienvenue de M. Fernandes, les photographes et cameramen provoquent une telle bousculade qu'il faut l'intervention de la police fédérale brésilienne — magnifiques uniformes verts — pour rétablir l'ordre.

Je vous ferai grâce de son discours, comme de celui de M. Domingo Esguerra, chancelier de Colombie. Il est 11 h. 20. La Conférence est terminée.

17 heures. — Le grand salon des fêtes du Palais Itamaraty, à Rio. Les délégués de 19 nations vont signer le *Traité de Rio de Janeiro*, ainsi que le recueil des actes de la Conférence où figurent l'essentiel des débats, les déclarations et les interprétations qui pourraient éventuellement éclairer le texte lui-même en cas de contestation. Les délégués sont debout, sans préoccupation de protocole, et seul le chancelier Fernandes s'assoit face à la table historique sur laquelle furent signés tous les traités souscrits par le Brésil. Sur la ta-

ble, les textes rédigés dans les quatre langues officielles de la Conférence : espagnol, anglais, portugais et français. On s'impatiente un peu. A 17 h. 17, blême, M. Fernandes décide de ne pas attendre plus longtemps et appelle M. Despradel, chancelier de la République Dominicaine que le sort avait antérieurement désigné. Les assistants durent se rendre à l'évidence : ni le général Marshall, ni aucun des membres de la délégation yankee n'étaient présents. A 18 heures, M. Fernandes qui, en tant que représentant de la nation invitante, devait signer le dernier, s'approcha de la table. Ce n'est que cinq minutes plus tard que la délégation yankee fait son entrée bruyante, comme la chose la plus naturelle du monde.

Tout est consommé. Cependant la désinvolture des Nord-Américains a jeté un froid. « Maintenant qu'on a signé, pourquoi voulez-vous qu'ils se gênent ? » me glisse un confrère « tropical ».

Est-ce la morale de l'histoire ?

André PUJOL.



Ci-contre : Bras dessus, bras dessous, les présidents Truman et Dutra se promènent sur le pont du « Missouri ».

LE DESSOUS DES CARTES

(Suite de la page 3).

l'U.R.S.S. et de coopération avec les puissances occidentales ». Position dont on devine le difficile équilibre.

En fait, le triple attentat dont s'émut Prague, dans la matinée du 11 septembre, fut attribué aux communistes par les non-communistes, et à des « éléments réactionnaires et anti-étatiques » (sic) par les communistes eux-mêmes. Quels qu'en soient les auteurs, il ne manqua pas tout à fait le but psychologique escompté par ceux-ci. Ne rappelle-t-on pas que, depuis vingt ans, on n'avait connu, en Tchécoslovaquie, d'attentat dirigé contre un membre du gouvernement? Et cette mise en scène politique suprême, qu'est l'attentat à la bombe, ne survenait-elle pas à un moment où la controverse entre partis devenait gênante et mettait trop fréquemment en cause l'orientation officielle de la politique extérieure du pays?

Les sachets de T.N.T., finalement, n'explosèrent pas. Mais le surlendemain, les socialistes tchèques qui, la veille encore, prétendaient calmer, par leur action, la « peur du bolchevisme » qui (à les en croire) gagnait le public, annoncèrent l'établissement d'un programme d'action commune avec le parti « frère ». Le nouvel accord, entre autres clauses, enregistrait le ralliement socialiste au projet de « impôt des millionnaires ».

LES LAURIERS DU VOISIN.

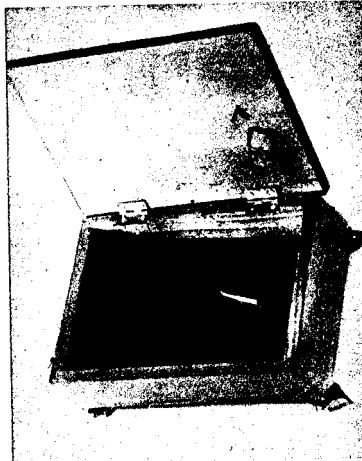
Lorsqu'ils regardent autour d'eux, et analysent l'œuvre poursuivie depuis deux ans par leurs congénères de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, de Pologne et de Yougoslavie, les communistes tchèques et slovaques sentent une grande mélancolie les envahir. Leur sort, en effet, n'est guère enviable et la chère présence, toute proche, de la maternelle Union Soviétique n'est pas faite pour ranimer leur amour-propre mortifié.

S'ils s'attribuent avec modestie la responsabilité des résultats encourageants enregistrés par la gestion gouvernementale, non seulement il se trouve d'autres partis pour revendiquer une part de cette responsabilité, mais l'insolence de ceux-ci va jusqu'à les accuser, eux, communistes, de n'être pas absolument impartiaux dans leurs déclarations. Le camarade Gottwald doit ainsi tenir compte, dans sa politique, des obstacles que peuvent lui susciter les chefs des autres partis. Pis encore : bien qu'étant numériquement le plus fort, le parti communiste tchèque est obligé de s'assurer des alliances pénibles, s'il veut faire adopter une loi de son cru ou imposer au gouverne-

ment une décision conforme à ses intérêts.

A Prague, la liberté de penser, de dire, et d'écrire ce que l'on estime être la vérité, existe toujours. La presse étrangère pénètre sans entraves dans le pays, et les montres de libraires offrent à la curiosité des passants les couvertures multicolores des revues hebdomadaires anglaises et américaines. Les films de Sir Arthur Ranks et de Samuel Goldwyn sont projetés dans la plupart des cinémas. Inconvénient dont les communistes apprécient toute l'importance : une des conditions qui président à la naissance des régimes « véritablement démocratiques » ne consiste-t-elle pas, précisément, à bannir toute littérature d'inspiration « réactionnaire, beviniste, trumaniste, impérialiste-bourgeoise, anti-communiste, anti-soviétique et ploutocrate » ?

Cette liberté donne lieu, par ailleurs, à des excès difficilement admissibles. Si les journaux communis-



Ci-dessus : La boîte d'explosif que reçut M. Zenki.

tes écrivent que les usines « Skoda » ont dépassé le niveau de production qui leur avait été fixé, d'autres organes de presse font valoir que le déficit annuel des dites usines atteint 350 millions de couronnes — ce qui, en un sens, est également au delà de toute prévision. Là où ces mêmes organes dépassent toute mesure, c'est lorsqu'ils attribuent ce déficit à « la gestion d'administrateurs nommés à des postes-clés plus pour leur qualification politique que par habileté professionnelle ». Lorsqu'on se souvient que la photo de ces administrateurs a paru dans les brochures de propagande communiste, on est forcé de conclure à la provocation, une provocation à laquelle on ne peut répondre qu'à l'aide de moyens fort indirects — et peu efficaces. Ah! si l'on s'appelait Dimitrov, ou Rakozki, ou Tito!...

Les communistes tchèques ont, certes, de bonnes raisons de se plaindre de leur impuissance relative. Lorsque le Gouvernement de Prague eut pris connaissance de l'initiative du général Marshall, et reçu l'invitation de se joindre, à Paris, aux nations invitées par MM. Bevin et Bidault, il se trouva une majorité, parmi les ministres, pour répondre « oui ». C'est en vain que les ministres communistes combattirent cette attitude. Plus tard, il fallut que le Kremlin lui-même intervint pour faire changer d'avis le gouvernement présidé par Clement Gottwald. Ce fut là, pour les communistes, plus qu'une humiliation : une défaite. Car ils avaient prouvé leur impuissance au sein du gouvernement, et, lorsque la décision de ce dernier fut renversée, ils eussent tout l'impopularité d'une politique dont la majorité des Tchèques et des Slovaques ne veulent pas.

POLITIQUE ET ECONOMIE.

La politique d'un pays est une chose, et son économie en est une autre. Si l'on conçoit aisément que l'une dépend de l'autre, l'on n'a jamais pu démontrer que l'organisation de l'économie et du commerce extérieur pouvait être soumise impunément à de brusques variations de politique extérieure.

Pourtant, l'industrie tchécoslovaque se trouve aujourd'hui devant cette alternative : ou bien déplacer le réseau de ses relations vers la Russie, et l'Est européen, ou bien s'en tenir, dans toute la mesure du possible, aux exportations vers les pays d'Occident, quitte à susciter de périodiques froissements de sourcils d'A. Vyacheslav Molotov.

Dans certains milieux de Prague, on entend, aujourd'hui, cette réflexion désabusée : « Si les Anglais et les Américains n'étaient pas dans la Ruhr, on n'exigerait pas que nous livrions à la Russie les réparations que celle-ci ne peut obtenir de l'Allemagne Occidentale ».

Seuls, les communistes paraissent s'accommoder de cette perspective. Ils prétendent que les échanges commerciaux avec la Russie et ses satellites sont la meilleure chose qui puisse arriver à l'économie tchécoslovaque. Ils disent aussi que l'avenir du développement économique de l'Europe est à l'Est, et qu'il n'y a que dans les pays communistes où les mots de crise, d'inflation, de surproduction ne sont plus que d'innocents épouvantails agités à distance par l'« ennemi capitaliste ». Enfin, d'après eux, la « partnership » russo-tchécoslovaque est dans l'ordre naturel des choses.

Cette dernière assertion est tellement vraie que le ministre du Commerce Extérieur, M. Ripka, dut pres-

que s'excuser lorsqu'il annonça, récemment, que durant les six premiers mois de cette année, le volume des échanges entre Prague et Moscou atteignait 3 p. c. (trois pour cent) du total des transactions. En 1946, il est vrai, ce volume atteignait 14 p. c. du commerce extérieur. Il n'empêche que, durant la période correspondante (janvier-juin 1947), les importations tchécoslovaques en provenance des pays occidentaux (Etats-Unis, Angleterre, Suisse, Suède, Hollande et Belgique) atteignirent un montant de quelque 6,500,000,000 de couronnes, tandis que celles en provenance des pays orientaux (U.R.S.S., Yougoslavie, Hongrie, Autriche, Roumanie, Bulgarie et Pologne) approchèrent d'un maximum de 1,700 millions de couronnes — soit près du quart.

Toujours durant la même période, alors que ses exportations vers l'U.R. S. S. et les Etats-Unis étaient à peu près au même niveau (600,648,000 et 634,694,000 couronnes, respectivement), la Tchécoslovaquie importa pour 426 millions de marchandises soviétiques, contre 1,813 millions de matières premières en provenance des U. S. A. Son commerce extérieur avec la Belgique, ou la Hollande, excède le montant de ses transactions avec l'U.R.S.S.

Il est vrai que durant tout le semestre, MM. Mikoyan et Molotov ne s'étaient point encore avisés de se rabattre sur l'industrie d'un pays qui se trouve au premier rang des nations industrielles d'Europe. Aujourd'hui, la première étape de son inté-

gration dans le « bloc oriental » est chose accomplie, Prague ayant signé, à quelques jours d'intervalle, deux importants traités de commerce avec la Pologne et l'U. R. S. S. Pourtant, la situation de son commerce extérieur ne paraît nullement refléter cette orientation à sens unique dont on s' imagine trop facilement qu'elle a succédé à l'orientation fortement prononcée vers l'Europe Occidentale. Il resterait encore beaucoup à faire pour accentuer le processus d'« intégration », et c'est là, entre autres motifs, la raison d'être de l'effervescence présentement manifestée par les communistes.

INDEPENDANCE ECONOMIQUE, SI...

En fait, l'indépendance économique et politique de la Tchécoslovaquie n'apparaît nullement menacée pour l'instant, mais, pour qu'une telle situation se prolonge, il semble absolument nécessaire que deux conditions essentielles soient respectées :

1° L'industrie tchèque, très perfectionnée (notamment par rapport à celle de ses voisins et de l'Union Soviétique), exige d'être approvisionnée en matières premières très diverses, dont une grande partie ne peut être importée que des pays occidentaux.

2° La coopération économique avec la Pologne, telle qu'elle est définie pour les prochaines années, doit se maintenir afin de créer un potentiel de production qui pourrait éventuellement jouer un rôle prédominant

dans les échanges économiques entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest.

Le correspondant à Prague du « Manchester Guardian » rapportait récemment ces propos du ministre du Commerce Extérieur, M. Ripka :

— Le pacte économique que nous avons signé avec la Pologne est certes le plus important que nous ayons négocié depuis la guerre. Il donnera lieu à des échanges d'un montant de 12 milliards de couronnes, répartis sur cinq années. En outre, la Pologne pourra nous livrer immédiatement les marchandises dont nous avons grand besoin, et vice-versa. Nous obtiendrons d'elle du charbon, de l'énergie électrique, du sel, des pyrites, des facilités pour nos communications, et nous lui enverrons en échange de l'équipement pour ses ports et ses chemins de fer, des machines et des produits de consommation.

» Au point de vue de l'économie mondiale, l'intérêt de ce traité est le suivant : nos experts ont établi que la Tchécoslovaquie et la Pologne, ensemble, peuvent remplacer un tiers de la production allemande d'avant-guerre, notamment en matériel roulant, locomotives, machines-outils, etc. »

Le ministre ajouta, dans des termes qui ne laissent pas de surprendre quelque peu :

— Si la Grande-Bretagne accepte de ne pas se mêler outre mesure de la politique des pays est-européens, et d'établir plutôt avec eux des relations commerciales étroites, je ne doute pas que la Russie se montrera beaucoup plus accessible à une coopération, notamment dans le domaine économique, et je crois même à la possibilité de compromis sur certaines questions brûlantes, comme la Grèce... »

Il est sans doute significatif que M. Ripka, dont les attaches avec l'extrême-gauche sont connues, fasse un cours de politique à propos de commerce extérieur. Néanmoins, il est une précieuse indication à recueillir dans ses déclarations : les communistes tchèques se rendent compte qu'il sera difficile de détourner leur pays de l'Europe Occidentale, à laquelle l'unissent des liens économiques, mais aussi spirituels. Ils posent des conditions qu'ils jugent inacceptables, dans l'espoir de décourager l'opinion publique et de renforcer leurs positions. Leur nervosité actuelle témoigne de leurs difficultés. Sans doute s'apercevra-t-on, d'ici la fin de l'année, que la cassure de l'Europe en deux groupes économiques voués à une demi-autarcie est irréalisable, et que la politique des sphères d'influence elle-même ne peut acculer un continent qu'à l'asphyxie...

ABONNEMENTS

BELGIQUE & CONGO BELGE :

1 an : 300 Frs ; 6 mois : 150 Frs

Abonnement spécial par avion au Congo belge:

1 an : 934,40 Frs

6 mois : 467,20 Frs

C. C. Postaux 302.68

Revue « EUROPE-AMÉRIQUE » Bruxelles

SUISSE : 1 an : 35 Frs suisses

6 mois : 18 Frs suisses

Pour la Suisse, les abonnements doivent être souscrits auprès de MM. Naville & C^{ie}, 5-7, rue Lévrier, à Genève.



La fleur parfaite!

Grâce aux précautions infinies de la nature, cette fleur de toute beauté peut également être considérée comme parfaite. N'est-elle pas, de par la forme de ses pétales, protégée contre la pluie? En effet, leurs bords recourbés laissent s'écouler les gouttes... et ce qui pénètre dans le cœur de la fleur, lui est un rafraîchissement délicieux!

La protection naturelle faisant défaut, l'homme y supplée par la science, pour se protéger contre les influences dangereuses de l'humidité à laquelle il est spécialement sensible. Contre les infections de la grippe, l'angine, les maux de gorge, l'inflammation des amygdales et les refroidissements, les autorités médicales recommandent



LES PASTILLES DE
Panflavine



DANS CE NUMÉRO

LES CARNETS DE DON IDDON

CHAQUE SEMAINE
SOBELAIR
assure le transport *ultra-rapide*
D'EUROPE-AMÉRIQUE
EN ÉGYPTÉ

Les Imprimeries Ch. BULENS, Soc. An.
(Dir. : J. Périlleux et A. Vanhaesendonck,
14, rue Kessels, BRUXELLES III.)

Tous droits réservés (Copyright reserved).
IMPRIME EN BELGIQUE

25X1

Page Denied